

2

avril-mai 1974



**BULLETIN
DU
MOVIMIENTO
DE IZQUIERDA
REVOLUCIONARIA**

Communiqué commun de l'ERP (Argentine), du MLN-Tupamaros (Uruguay), de l'ELN (Bolivie) et du MIR (Chili) annonçant la création d'une coordination révolutionnaire en Amérique du Sud Déclaration de la gauche chilienne* Interviews de Miguel Enriquez, secrétaire général du MIR, et de Luis Cerda, représentant du MIR en Europe* Communiqué concernant les militants du MIR qui s'exilent*****

80 p 6417

INTRODUCTION

Comme dans le premier numéro de notre bulletin, où nous avons publié des textes du MIR postérieurs au coup d'état du 11 septembre, nous présentons dans cette seconde livraison cinq nouveaux documents.

Deux d'entre eux sont des déclarations signées par le MIR et d'autres organisations. Le premier annonce la création de la Junte de Coordination Révolutionnaire avec l'ERP argentin, le MLN (Tupamaros) d'Uruguay et l'ELN bolivien, dans le cadre d'une politique d'articulation des forces révolutionnaires pour faire face au front des régimes gorilles en Amérique du Sud.

Le second est la déclaration de la coordination de la gauche chilienne (signée par le MIR en même temps que par le PC, le PS, le MAPU, le MAPU OC, l'IC, le PR) qui est l'expression d'un travail unitaire d'appui à la résistance depuis l'extérieur et un appel à la concrétisation de cette unité d'action à l'intérieur.

Viennent ensuite deux interviews. Celle de Miguel Enriquez publiée dans *Rouge* caractérise - assez brièvement - le gouvernement de l'Unité Populaire afin de tirer les leçons de cette période et signale les responsabilités du réformisme.

Celle de Luis Cerda, représentant du MIR à l'étranger, dont une partie a été publiée dans *Libération* envisage l'avenir de la Junte gorille et les relations entre le large front démocratique et la voie révolutionnaire du prolétariat.

Finalement, le communiqué concernant les militants qui quittent le pays est plus qu'une simple mesure de fonctionnement : il exprime l'importance attachée par le parti à la tâche d'affronter aux côtés des masses l'offensive fasciste, ce qui est la seule façon de les organiser en vue de la réponse.

Nous continuerons dans les prochains numéros à publier tous les documents du MIR qui parviennent à l'extérieur. Mais à partir du prochain numéro le bulletin subira certains changements dans sa forme et dans son contenu. Etant donné que nous commençons à recevoir plus régulièrement des informations de l'intérieur, et pour satisfaire l'intérêt manifesté par le grand mouvement international de solidarité, nous nous proposons de publier davantage de nouvelles sur la lutte au Chili.

La Junte fasciste ne parvient pas à isoler le peuple du Chili ni son mouvement de résistance. L'organisation de l'intérieur établit déjà ses réseaux de contacts et se prépare au combat. La solidarité fraternelle des révolutionnaires, des démocrates et des peuples du monde constitue un appui inestimable pour la résistance.

AUX PEUPLES D'AMERIQUE LATINE

« C'est la voie prise par le Viet-Nam ; c'est le chemin que doivent suivre les peuples ; c'est le chemin que suivra l'Amérique Latine, avec la particularité que les groupes en armes pourront former des conseils de Coordination pour rendre plus difficile la tâche répressive de l'impérialisme yankee et faciliter leur propre cause ».

CHE GUEVARA,

Message à la Tricontinentale.

Le Mouvement de Libération Nationale (TUPAMAROS) d'Uruguay, le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) du Chili, l'Armée de Libération Nationale (ELN) de la Bolivie et l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP) d'Argentine signent la présente déclaration afin de faire connaître aux ouvriers, aux paysans pauvres, aux pauvres des villes, aux étudiants et aux intellectuels, aux masses indiennes, aux millions de travailleurs exploités de notre douloureuse patrie sud-américaine, leur décision de s'unir en une **JUNTE DE COORDINATION REVOLUTIONNAIRE**.

Cet important pas en avant est le résultat d'une nécessité ressentie, de la nécessité de donner plus de cohésion à nos peuples en ce qui concerne l'organisation, d'unifier les Forces Révolutionnaires face à l'ennemi impérialiste, de mener avec plus d'efficacité la lutte politique et idéologique contre le nationalisme bourgeois et le réformisme.

Cet important pas en avant est la concrétisation de l'une des principales idées stratégiques du Commandant Che Guevara, héros, symbole et précurseur de la révolution socialiste continentale. C'est aussi un pas en avant significatif qui tend à reprendre la tradition fraternelle de nos peuples qui surent fraterniser et lutter comme un seul homme contre les oppresseurs du siècle passé, les colonialistes espagnols.

NOTRE LUTTE EST ANTI-IMPERIALISTE

Les peuples du monde entier vivent sous la menace permanente de l'impérialisme le plus agressif et le plus avide qui ait jamais existé auparavant. Ils ont assisté en témoins concernés au génocide organisé et dirigé par l'impérialisme yankee contre le peuple héroïque du Viet-Nam. Durant cette guerre inégale dont les flammes ne sont pas encore éteintes, s'est dévoilé entièrement l'aspect guerrier et traître de l'impérialisme de l'Amérique du Nord. Mais cette guerre, une fois de plus et en contrepartie, a démontré la faiblesse de son système et plus encore de sa puissance militaire face à un peuple disposé à lutter et décidé à se libérer coûte que coûte.

Les peuples latino-américains, depuis le siècle passé, supportent le pesant joug colonial ou néo-colonial des impérialistes : ils ont enduré successivement des interventions militaires et des guerres injustes menées ou fomentées soit par l'armée nord-américaine, soit par les monopoles supra-nationaux.

Ainsi en est-il du pillage du Mexique, de l'occupation de Puerto-Rico, de l'intervention à Saint-Domingue, de Playa Giron et de nombreux faits de guerre que notre Amérique n'oublie pas et ne pardonnera jamais.

Ainsi la compagnie Shell, Esso-Standard Oil, United Fruit, ITT, l'argent de Mr Rockefeller et de Mr Ford. Ainsi la CIA, qui avec Pappy Shelton, Mitrione, Siracusa, a laissé des marques indélébiles de la politique asservissante et abusive des USA contre le mouvement populaire latino-américain.

L'AMERIQUE LATINE MARCHÉ VERS LE SOCIALISME

Le 1er janvier 1959, avec le triomphe de la révolution cubaine, commence la marche finale des peuples latino-américains vers le socialisme, vers la véritable indépendance nationale, vers le bonheur collectif des peuples.

C'est la juste et franche rébellion des exploités d'Amérique Latine contre un système néo-colonial capitaliste barbare imposé depuis la fin du siècle dernier par les impérialismes yankee et européen, qui par la force, la tromperie et la corruption se sont appropriés notre continent. Les lâches bourgeoisies nationales et leurs armées ne surent pas faire honneur au passé libérateur de la glorieuse lutte anti-coloniale de nos peuples qui, conduits par des héros comme Bolivar, San Martin, Artigas et tant d'autres, surent conquérir l'indépendance, l'égalité et la liberté.

Les classes dirigeantes, défendant de mesquins intérêts, s'unirent aux impérialistes, collaborèrent avec eux, facilitèrent leur pénétration économique, livrant progressivement le contrôle de notre économie à la voracité insatiable du capital étranger. La domination économique engendra le contrôle et la subordination politique et culturelle. Ainsi

s'est fondé le système capitaliste néo-colonial qui continue à exploiter, opprimer et déformer depuis cent ans les classes travailleuses de notre continent.

Dès le début du siècle, la classe ouvrière commença à se soulever contre ce système en déployant la bannière peu connue alors du socialisme, bannière indissolublement unie à la bannière de l'indépendance nationale, provoquant ainsi le réveil des paysans, des étudiants, de tous les éléments sains et révolutionnaires de nos peuples. L'anarchisme, le socialisme et le communisme en tant que mouvements organisés de la classe ouvrière se mirent à l'avant-garde de la mobilisation des grandes masses avec énergie et héroïsme, comme jalons ineffaçables de la lutte révolutionnaire. Le légendaire leader nicaraguayen Augusto Cesar Sandine, ouvrier métallurgiste, a dirigé dans son petit pays l'une des plus héroïques batailles, quand son armée de guerilleros mit en échec et accula à la défaite les troupes interventionnistes nord-américaines en 1932. C'est durant cette décade des années 30 que nos peuples développèrent sur tout le continent une formidable montée de masses qui mit en échec la domination néo-coloniale dominée par l'impérialisme yankee, ennemi numéro 1 de tous les peuples du monde.

Mais cette formidable mobilisation révolutionnaire des masses ne fut pas couronnée par la victoire. L'active intervention contre-révolutionnaire, politique et militaire, directe et indirecte, de l'impérialisme yankee, ajoutée aux déficiences de l'anarchisme, des courants socialistes et des partis communistes, fut la cause d'une défaite temporaire. La majorité des partis communistes, les plus conscients, les plus conséquents et organisés de cette époque, tombèrent dans le réformisme. Quelques uns d'entre eux, comme l'héroïque et aguerri Parti Communiste du Salvador, subirent de cruels échecs avec des dizaines et des milliers de martyrs. Pour cette raison, l'impétueuse montée des masses fut déviée de sa voie révolutionnaire et tomba sous l'influence et la direction du nationalisme bourgeois, voie morte de la révolution, recours intelligent et démagogique des classes dirigeantes pour prolonger par la tromperie le système capitaliste néo-colonial en vigueur.

A partir du formidable triomphe du peuple cubain qui, sous la direction habile et clairvoyante de Fidel Castro et d'un groupe de dirigeants marxistes-léninistes, parvint à vaincre l'armée de Batista et à établir sur l'île de Cuba, à la barbe de l'impérialisme, le premier état socialiste latino-américain, les peuples du continent virent leur foi révolutionnaire se fortifier et ils commencèrent une nouvelle et profonde mobilisation commune.

Avec des succès et des erreurs, nos peuples et leurs avant-gardes se lancèrent avec conviction dans la lutte anti-impérialiste pour le socialisme. La décade des années 60 vit se succéder de façon ininterrompue de grandes luttes populaires, de violents combats guerilleros, de puissantes insurrections de masses. « La guerre d'avril », insurrection générale du peuple de Saint-Domingue, fêdit nécessaire

l'intervention directe de l'impérialisme yankee qui dut envoyer 3000 soldats pour étouffer par un massacre ce magnifique soulèvement.

L'image légendaire du Commandant Ernesto Guevara personnifia et symbolisa toute cette période de lutte, et sa mort héroïque comme sa vie exemplaire et sa claire conception stratégique marxiste-léniniste, précède et illumine la nouvelle montée révolutionnaire de nos peuples, qui croît de jour en jour en puissance et en consistance depuis les usines, les villages, la campagne, les villes, et qui se déploie irrésistiblement sur tout le continent.

C'est le réveil définitif de nos peuples qui fait se lever des millions et des millions de travailleurs et qui les achemine inexorablement vers la Seconde Indépendance, vers la libération nationale et sociale définitive, vers l'élimination définitive de l'injuste système capitaliste et vers l'établissement du socialisme révolutionnaire.

LA LUTTE POUR LA DIRECTION DU MOUVEMENT DE MASSE

Mais la voie révolutionnaire n'est ni facile, ni simple. Nous ne devons pas seulement affronter la force économique et militaire barbare de l'impérialisme. Des ennemis et des dangers plus subtils guettent à tout moment les Forces Révolutionnaires dans leurs efforts pour livrer avec efficacité et victorieusement la lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste.

Aujourd'hui, étant donné la situation particulière du processus





révolutionnaire continental, nous devons considérer deux courants de pensée et d'action, qui conspirent puissamment contre les efforts révolutionnaires des latino-américains. C'est d'abord un ennemi : le nationalisme bourgeois. Et ensuite une conception erronée dans le camp populaire : le réformisme.

Ces deux courants, parfois étroitement liés, tentent de s'implanter dans la montée révolutionnaire de nos peuples, de s'emparer de sa direction et d'imposer leurs conceptions erronées et intéressées, qui inévitablement finiront par arrêter et castrer l'élan révolutionnaire. C'est pour cette raison que l'intransigeante lutte idéologique et politique que nous, révolutionnaires, devons livrer contre ces courants, acquiert une dimension stratégique. Nous devons nous imposer et gagner ainsi la direction des masses les plus larges, pour doter nos peuples d'une direction révolutionnaire conséquente qui nous conduise avec constance, intelligence et efficacité vers la victoire finale.

Le nationalisme bourgeois est un courant parrainé par l'impérialisme qui l'utilise comme variante démagogique pour distraire et dévier la lutte des peuples quand la violence contre-révolutionnaire perd de son efficacité. Son noyau social est constitué par la bourgeoisie pro-impérialiste ou un embryon de cette dernière, qui prétend s'enrichir sans mesure, se disputant avec l'oligarchie et la bourgeoisie traditionnelle les faveurs de l'impérialisme, et qui se fait passer pour l'extincteur de l'incendie révolutionnaire, disposant d'une influence populaire et d'une

capacité de négociation face à la mobilisation des masses. Un anti-impérialisme verbal fait partie de sa stratégie trompeuse et il tente de tromper les masses avec sa thèse nationaliste préférée : « la troisième voie ». Mais en réalité il n'est pas anti-impérialiste, et il est même complice de nouvelles et subtiles formes de pénétration économique étrangère.

Le réformisme est en revanche un courant qui se développe à l'intérieur des masses laborieuses et qui reflète la peur des luttes violentes de certains secteurs de la petite bourgeoisie ou de l'aristocratie ouvrière. Il se caractérise par le refus absolu dans les faits de la juste et nécessaire violence révolutionnaire comme méthode fondamentale de la lutte pour le pouvoir, abandonnant ainsi la conception marxiste de la lutte des classes. Le réformisme diffuse dans les masses des idées pacifistes et libérales nocives, embellit la bourgeoisie nationale et les armées contre-révolutionnaires avec lesquelles il cherche constamment à s'allier, exagère l'importance de la légalité et du parlementarisme. Un de ses arguments préférés est qu'il est nécessaire d'éviter la violence et de s'allier à la bourgeoisie et aux « militaires patriotes », à la recherche d'une voie pacifique qui économise le versement du sang des masses sur la voie du socialisme. Ceci est complètement et douloureusement démenti par les faits. Là où le réformisme imposa sa politique conciliatrice et pacifiste, les classes ennemies ont perpétré les plus grands massacres contre le peuple. L'exemple récent de l'expérience chilienne et de ses 20 000 ouvriers, hommes et femmes, assassinés, nous évite de plus longs commentaires.

Face au nationalisme bourgeois, au réformisme et autres courants de moindre importance, et en constante lutte idéologique et politique avec eux, se dresse le pôle armé, le pôle révolutionnaire qui de jour en jour se consolide au sein des masses, augmentant son influence, améliorant sa capacité politique et militaire, devenant chaque jour davantage une option réelle vers l'indépendance nationale et le socialisme.

C'est précisément pour contribuer à fortifier ce pôle révolutionnaire à l'échelle continentale que nous, les quatre organisations signataires de cette déclaration, avons décidé de constituer la présente Junte de Coordination Révolutionnaire par laquelle nous appelons toute l'avant-garde ouvrière et populaire révolutionnaire de l'Amérique Latine à s'organiser et à combattre.

Ceci signifie naturellement que les portes de la Junte de Coordination restent ouvertes aux organisations révolutionnaires des différents pays latino-américains.

L'EXPERIENCE DE NOS ORGANISATIONS

Le MLN Tupamaros, le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire MIR, l'Armée de Libération Nationale ELN et l'Armée Révolutionnaire du Peuple ERP, au cours de leur lutte patriotique et révolutionnaire, ont

compris la nécessité de s'unir, ont consolidé par leurs propres expériences leurs conceptions internationalistes, comprenant que face à l'ennemi impérialiste et capitaliste uni et organisé, il fallait opposer la plus solide et la plus étroite unité de nos peuples.

Proches par la similitude de nos luttes et de notre ligne, nous, les quatre organisations, avons d'abord établi des liens fraternels, puis nous sommes passés à un échange d'expériences, à une collaboration mutuelle chaque fois plus active, au point de faire aujourd'hui ce pas en avant décisif qui accélère notre collaboration et notre coordination, ce qui aura sans aucun doute pour effet une plus grande efficacité pratique au service de la lutte acharnée que nos peuples livrent contre le féroce ennemi commun.

Agrandir nos organisations, fortifier leur conception et leur pratique internationaliste permettra une meilleure utilisation des potentialités de nos peuples afin d'ériger une puissante force révolutionnaire capable de mettre définitivement en échec l'impérialisme et le capitalisme, d'anéantir les armées contre-révolutionnaires, d'expulser l'impérialisme yankee et européen du sol latino-américain, pays par pays, et d'amorcer la construction du socialisme dans chacun d'entre eux afin d'arriver prochainement à la plus complète unité latino-américaine.

Aboutir à cet objectif sacré ne sera pas facile. La cruauté et la force de l'impérialisme rendront nécessaire, comme l'entrevoyait le Commandant Guevara, le déroulement d'une sanglante et prolongée guerre révolutionnaire qui fera du continent latino-américain le deuxième ou le troisième Viet-Nam du monde. Mais, en suivant l'exemple glorieux de l'héroïque peuple vietnamien, nous, travailleurs latino-américains, saurons combattre sans répit, et avec une efficacité croissante, déployant toute l'intensité de l'infatigable énergie des masses ; nous saurons écraser l'impérialisme yankee et ses agents, afin de conquérir notre bonheur et de contribuer puissamment à la destruction définitive de l'ennemi principal de la classe ouvrière internationale, du socialisme et de tous les peuples du monde.

NOTRE PROGRAMME

Nous sommes unis par la compréhension du fait qu'il n'y a pas d'autre stratégie viable pour l'Amérique Latine que la stratégie de la guerre révolutionnaire. Que cette guerre révolutionnaire est un processus complexe alliant la lutte des masses, armée et non armée, pacifique et violente, où toutes les formes de lutte se développent harmonieusement et tournent autour de l'axe fondamental de la lutte armée. Que pour le développement victorieux de tout le processus de guerre révolutionnaire il est nécessaire de mobiliser tout le peuple sous la direction du prolétariat révolutionnaire. Que la direction prolétarienne de la guerre est exercée par un parti combattant, marxiste-léniniste, de caractère prolétarien, capable de centraliser et de diriger, unissant sous un seul et puissant faisceau toutes les formes de la lutte populaire et garantissant

une direction stratégique juste. Que sous la direction du parti du prolétariat, il est nécessaire de structurer une puissante armée populaire, noyau indestructible des forces révolutionnaires, qui, se développant sur tous les plans, intimement lié aux masses et se nourrissant d'elles deviendra un mur impénétrable sur lequel se briseront toutes les tentatives des militaires réactionnaires et sera en conditions d'assurer la liquidation totale des armées contre-révolutionnaires. Qu'il est également nécessaire de construire un large front ouvrier et populaire de masses qui mobilisera tout le peuple progressiste et révolutionnaire, les différents partis populaires, les syndicats et autres organisations similaires, en un mot le plus vaste mouvement de masse dont la lutte se déroulera parallèlement, convergeant constamment avec l'action militaire de l'armée populaire et l'action politique clandestine du parti prolétarien.

La réponse doit être claire. C'est celle de la lutte armée comme principal facteur de polarisation, d'agitation et finalement de la défaite de l'ennemi, comme seule possibilité de triompher. Ceci ne veut pas dire que ne seront pas utilisées toutes les formes d'organisation et de lutte possibles : légales et clandestines, pacifiques et violentes, économiques et politiques, toutes convergeant avec plus d'efficacité dans la **lutte armée** en accord avec les particularités de chaque région et de chaque pays.

Le caractère continental de la lutte est donné par la présence d'un ennemi commun. L'impérialisme nord-américain développe une stratégie internationale pour empêcher la révolution socialiste en Amérique Latine. Ce n'est pas par hasard que se sont implantés des régimes fascistes dans des pays où le mouvement de masse menaçait la stabilité du pouvoir des oligarchies. Face à la stratégie internationale de l'impérialisme doit répondre la stratégie continentale des révolutionnaires.

Cette lutte n'est pas une étape courte. La bourgeoisie internationale est décidée à entraver à tout prix la révolution, d'autant plus lorsqu'elle n'a lieu que dans un seul pays. Elle possède toutes les armes, officielles et officieuses, belliqueuses ou de propagande, qu'elle utilise contre le peuple. C'est pour cela que notre guerre révolutionnaire doit d'abord user l'ennemi, afin de former l'armée populaire qui pourra écraser ses forces. C'est un processus progressif, mais qui, paradoxalement, représente la voie la plus courte et la moins coûteuse pour atteindre les objectifs stratégiques des classes exploitées.

PEUPLES LATINO-AMERICAINS, AUX ARMES !

Nous vivons un moment décisif de notre histoire. C'est parce qu'ils en sont conscients que le MLN Tupamaros, le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire MIR, l'Armée de Libération Nationale ELN et l'Armée Révolutionnaire du Peuple ERP appellent les travailleurs exploités d'Amérique Latine, la classe ouvrière, les paysans pauvres, les pauvres des villes, les étudiants et les intellectuels, les chrétiens révolutionnaires et tous les éléments issus des classes exploiteuses mais disposés à collaborer avec la juste cause populaire, à prendre sans hésiter les

armes, à se joindre activement à la lutte révolutionnaire anti-impérialiste et pour le socialisme, qui se livre sur notre continent sous le drapeau et l'exemple du Commandant Che Guevara.

**LA LIBERTE OU LA MORT (MLN TUPAMAROS)
VAINCRE OU MOURIR POUR L'ARGENTINE (ERP)
LA PATRIE OU LA MORT. VENCEREMOS (MIR)
LA VICTOIRE OU LA MORT (ELN)**

DECLARATION DE LA GAUCHE CHILIENNE

Depuis cinq mois déjà, le peuple chilien vit sous une dictature fasciste impitoyable. Envahi par ses propres Forces Armées, le Chili est aujourd'hui une longue frange de terre ensanglantée dans laquelle des milliers de patriotes sont assassinés, torturés, privés de leur liberté, exclus des écoles et des universités, poursuivis implacablement et privés du droit à la subsistance au moyen d'un travail digne. Le clan armé qui a usurpé le gouvernement pense pouvoir, avec sa brutalité, détruire le Peuple et étouffer la voix, toujours généreuse et pleine de courage, d'un Chili qui souffre.

Il n'atteindra pas son objectif. Le peuple chilien a une histoire de lutte et d'unité longue et héroïque. Elle a été écrite avec le sang et le combat social de José Manuel Balmaceda, le patriote anti-impérialiste ; Luis Emilio Recabarren, leader de la classe ouvrière ; Pedro Aguirre Cerda, instituteur, démocrate et visionnaire ; Salvador Allende, premier président représentant authentique du peuple, révolutionnaire conséquent et héros de la lutte pour l'Indépendance des Peuples.

Cette tradition est reprise aujourd'hui par ceux qui luttent contre la dictature, bravant la répression et la terreur. Le combat de notre Patrie contre ceux qui veulent l'anéantir s'intensifie et s'organise. Nous, militants de la gauche chilienne qui nous trouvons transitoirement à l'extérieur, prenons une part active à ce combat dont la direction se trouve à l'intérieur du Pays. Nous nous sommes réunis et nous avons décidé de publier la présente déclaration le jour d'un nouvel anniversaire de la fondation de la Centrale Unique des Travailleurs du Chili, pour rendre hommage à la classe ouvrière et à tous les travailleurs chiliens.



1.- SIGNIFICATION DU GOUVERNEMENT POPULAIRE

Les trois années de gouvernement de l'Unité Populaire ont représenté un changement profond et historique pour la société chilienne. La nationalisation de la propriété des monopoles internationaux et le développement d'une politique internationale réellement indépendante et souveraine ont provoqué l'affrontement entre le peuple chilien et l'impérialisme nord-américain. L'expropriation des grands latifundios a développé la présence des couches paysannes en tant que force sociale et productive. La formation de l'aire de propriété sociale industrielle et l'étatisation du système financier ont déplacé la bourgeoisie monopolistique de son rôle directeur. L'encouragement de multiples formes de participation du peuple à l'appareil productif et administratif

et l'apparition de nouvelles organisations populaires de base ont permis le développement d'un mouvement social caractérisé par une conscience politique élevée des masses.

La grande bourgeoisie et l'impérialisme ont ainsi été durement frappés par l'avance du peuple. Leur réponse de classe a été le coup d'état fasciste du 11 septembre dernier. La dictature militaire est leur dernier recours.

2.- L'IRRUPTION DU FASCISME : SA NATURE CRIMINELLE,EXPLOITEUSE ET DEPENDANTE.

La junte fasciste rompt l'institutionnalité que la bourgeoisie avait créée et prétendu défendre. Elle assassine le Président de la République ; dissout le Parlement et les Municipalités, met hors-la-loi par décret tous les partis politiques populaires sans exception, confisque leurs biens et tous leurs moyens d'expression et impose même un contrôle sur les partis de droite ; supprime les libertés de presse, de réunion et de pétition et le droit de grève ; ignore toutes les normes juridiques consacrées.

Les travailleurs sont privés de leurs droits les plus élémentaires, la Centrale Unique des Travailleurs est dissoute par décret et on tente d'interdire le fonctionnement des syndicats. La répression politique et économique se déchaîne contre eux et s'étend progressivement, portant la dégradation des conditions sociales, la misère et l'incertitude à des couches sociales de plus en plus larges de la population.

La politique économique officielle cherche à rétablir le caractère monopolistique de la structure productive et financière afin de permettre aux grands industriels nationaux et étrangers de reprendre un processus d'accumulation basé sur une exploitation de plus en plus intense. Cette tâche d'anéantissement est menée en réduisant les salaires réels et en provoquant, soit au moyen de la persécution idéologique soit par la mécanique de la récession économique, le taux de chômage le plus élevé jamais connu jusqu'à aujourd'hui. La redistribution des revenus en faveur du grand capital aux dépens des travailleurs et de larges secteurs des classes moyennes est implacable. L'action désespérée pour mettre en marche des mécanismes financiers externes destinés à améliorer la situation des moyens de paiement à l'extérieur se développe sur la base d'accords avec des monopoles internationaux, de la dénationalisation de plusieurs industries et la recherche d'une couverture permettant de remettre le contrôle réel du cuivre chilien aux grandes sociétés nord-américaines.

La journée de travail est arbitrairement allongée et un véritable système de travaux forcés est ainsi mis en place. Sous la menace de la mort, de la torture, de la prison ou du chômage, on recherche à imposer de nouvelles règles de « productivité » à des centaines de milliers de mineurs, de paysans, d'ouvriers, de techniciens et de membres des professions libérales. Un système aussi brutal n'a cependant pas réussi à

provoquer d'augmentation sensible dans la production de minéraux exportables et, à la campagne, la récolte de céréales est la moins bonne enregistrée dans l'histoire du pays.

Dans une cynique déclaration publique, la Junte annonce que 1974 sera « *la pire année de l'histoire du Chili* » et, avec l'appui des fusils, que toute la population devra réaliser des « *sacrifices* ». En même temps, cependant, elle gaspille les maigres ressources dont dispose le pays en destinant le plus fort pourcentage jamais connu du budget national aux dépenses militaires, c'est-à-dire au maintien de l'appareil de terreur et à l'achat d'armement neuf et moderne qui lui permettra de réprimer encore plus brutalement le peuple, de fortifier le nouvel axe constitué avec le sous-impérialisme brésilien et de justifier les rêves géo-politiques du chef de la Junte.

La Junte isole le Chili des pays traditionnellement amis et se livre à l'impérialisme nord-américain. Elle ouvre les portes du pays à la voracité des sociétés multi-nationales aux sinistres antécédents. Elle méconnaît le droit d'asile et de protection, ignore le privilège diplomatique, assassine en tirant à l'intérieur des missions diplomatiques accréditées au Chili. Enfin, elle ne peut pas empêcher que son caractère fasciste projette son image sanglante vers l'extérieur.

3.- L'IMPERIALISME ORGANISE LE COUP D'ETAT.

Depuis le moment même du triomphe de l'Unité Populaire en 1970, s'est mise en marche, à travers des plans préparés par la CIA et financés par les compagnies multi-nationales, la sinistre conspiration qui culmina par l'assassinat du Président Allende, au cours du sanglant coup d'état militaire du 11 septembre dernier.

Faisaient partie de ces plans le blocus et le sabotage économique, le boycott financier et l'action concertée d'entreprises multi-nationales qui constituent la nouvelle forme d'intervention de l'impérialisme.

L'étranglement économique dont le Chili a été l'objet, destiné, comme le montrent les documents de l'ITT, à créer des conditions propices à la sédition et la subversion, a été prouvé de façon éclatante par le câble de l'ambassadeur des Etats-Unis au Chili, Davis, dans lequel celui-ci conseille au Département d'Etat de créer « *un mécontentement tel qu'il conduise majoritairement à l'intervention militaire* ».

Le coup d'état militaire au Chili s'insère dans le cadre d'une contre-offensive réactionnaire de l'impérialisme en Amérique Latine dont l'objet est d'écraser dans le sang le développement des luttes populaires dans le continent.

L'action des généraux félons est donc déterminée par une stratégie globale du grand capital international dont ils ne sont que les gendarmes chargés de la répression du peuple chilien.

4.- LES CONSEQUENCES DE LA BARBARIE FASCISTE.

Il ne fait aucun doute, au niveau actuel du développement de la politique fasciste de la dictature, que la majorité du pays lui est opposée. Le fascisme commence à récolter les fruits de sa politique d'exploitation impitoyable de la classe ouvrière et des couches salariées, du pillage des secteurs les plus faibles de la bourgeoisie, de la répression criminelle des organisations sociales ouvrières et populaires et du baillonnement de toute expression de vie politique dans le pays.

La Junte prétend consolider la terreur et en faire un mode de vie permanent pour le peuple chilien. Elle annonce « *l'établissement d'un ordre nouveau* », ce qui n'est pour la dictature que la façon de justifier sa volonté de rester indéfiniment au pouvoir dans le but de construire une société qui abolisse et oublie les formes les plus élémentaires de vie démocratique, qui oublie la culture, la liberté de penser et de construire le destin du pays. Pour son cerveau malade, sont « *marxistes* » : l'Eglise, les Nations-Unies, les gouvernements européens et jusqu'à la presse nord-américaine!

Les fascistes sont chargés de détruire tout vestige démocratique qui pourrait permettre au peuple chilien d'exprimer son mécontentement et de lutter pour se débarrasser de ce terrible joug.

5.- LE PEUPLE EST PRESENT !

La classe ouvrière et le peuple chilien subissent aujourd'hui directement les effets d'une politique qui fait reposer sur l'exploitation de leur travail, sur la baisse violente de leur niveau de vie et sur la répression généralisée dont ils sont l'objet la récupération du pouvoir économique des cercles dont le fascisme est l'expression.

Chaque jour davantage, les travailleurs et les masses populaires sont entraînés vers la misère, le chômage, la prison, la torture et la mort. La nécessité de se débarrasser d'une domination qui les écrase et prétend les baillonner se fait chaque jour plus évidente pour tous. Les conditions pour le développement d'une résistance populaire qui affronte le régime fasciste, le pousse à bout et finisse par lui arracher le pouvoir, augmente chaque jour.

Ni l'exploitation, ni la répression, ni le crime ne peuvent étouffer ce que la classe ouvrière a gagné comme expérience, comme conscience et comme organisation et que la dictature est incapable de détruire.

Les expressions de la résistance au fascisme se multiplient ; la classe ouvrière, dépassant la terreur imposée par la junte usurpatrice, l'affronte dans le cuivre, dans le charbon et dans de nombreuses industries pour défendre son niveau de vie, sa liberté syndicale et ses droits essentiels. Il devient de plus en plus clair pour tous que la répression ne restera pas impunie et sans réponse et les rangs de la résistance active contre le

fascisme qui prétend s'installer dans notre patrie grossissent chaque jour davantage.

La répression brutale et massive non seulement n'a pas réussi à briser l'esprit de combat et l'organisation des travailleurs, mais n'a pas réussi non plus à faire disparaître les partis qui expriment et dirigent le combat des masses. Dans les conditions difficiles que le fascisme a imposées, et entouré de la solidarité et de l'appui des masses, les partis populaires ont élevé leur niveau d'organisation et de direction. Posant comme tâche primordiale leur unité, ils s'apprêtent à prendre la tête de la lutte du peuple chilien qui aboutira au renversement du clan fasciste qui a usurpé le gouvernement.

La classe ouvrière et ses partis ne sont pas les seuls à préparer les conditions pour la lutte et la victoire. Il devient de plus en plus évident pour les masses paysannes que la politique démagogique de livraison de quelques titres de propriété individuels n'est qu'un masque pour cacher une politique de restitution des fundos expropriés et du pouvoir économique aux propriétaires terriens. Les années de lutte des paysans pour la terre et pour l'élimination des latifundios n'ont pas été vaines. On ne peut pas effacer d'un trait de plume ce que la classe paysanne a conquis dans sa lutte pour empêcher le retour à la misère et à l'exploitation auxquelles le fascisme veut l'entraîner.

Les habitants des bidonvilles qui ont connu les crimes, les perquisitions massives et la politique de dévastation de la Junte s'organisent et appuient la lutte contre la dictature qui cherche à effacer tout ce qui avait été fait.

Les manifestations d'opposition à la dictature atteignent également de larges secteurs de petits propriétaires, commerçants et industriels, même ceux qui avaient collaboré activement au cours de l'étape précédant le coup d'état de septembre. Ceux-ci découvrent aujourd'hui avec désespoir que le gouvernement qu'ils ont aidé à mettre en place les frappe, fait table rase de leurs intérêts et fait peser sur eux aussi la politique d'accumulation du pouvoir économique des monopoles qui les avaient flattés et trompés.

Sont ainsi données des conditions pour isoler la dictature, pour organiser la majorité du pays contre elle et pour mettre son pouvoir en danger croissant.

6. UNITE CONTRE LE FASCISME.

Le fascisme a fait retomber le pays dans un état de barbarie. C'est pour cela que se sont créées à l'intérieur du peuple chilien des conditions énormes de convergence de la part de vastes secteurs, y compris des personnes et des groupes qui ne se sentaient pas représentés par le gouvernement populaire.

La tâche de la destruction du fascisme s'enracine dans la tradition profondément démocratique du prolétariat et des autres secteurs du peuple.

Elle coïncide elle aussi avec les véritables intérêts des secteurs moyens formés par les membres des professions libérales, les petits et moyens entrepreneurs et commerçants, etc. Beaucoup d'entre eux ont été incapables de comprendre la coïncidence de leurs intérêts objectifs avec le gouvernement de l'Unité Populaire et son programme. Ils découvrent aujourd'hui face à la réalité que, en plus du caractère inhumain et assassin de la dictature fasciste, celle-ci les soumet à l'exploitation des intérêts monopolistiques du grand capital national et étranger, supprime les libertés publiques et, avec le retour à la barbarie, empêche leur développement humain. Tout démocrate est aujourd'hui opposé à la dictature, quelle que soit sa définition idéologique, religieuse ou culturelle. Tous ont un poste dans la tâche de contenir, isoler et abattre le fascisme.

Les forces populaires suivent avec intérêt la tendance de plus en plus marquée de larges secteurs chrétiens à s'incorporer à la lutte anti-fasciste. Un grand nombre de leurs pasteurs ont refusé toute compromission avec le crime fasciste et ont essayé de défendre les droits syndicaux des travailleurs et les libertés publiques. Cette attitude leur a valu d'entrer en conflit avec le fascisme et d'être attaqués par les mercenaires de la Junte. Des perspectives encore plus larges d'incorporation existent au sein de la masse chrétienne. Le développement de valeurs telles que la solidarité et la fraternité doivent mener un grand nombre de chrétiens à se joindre à la lutte anti-fasciste.

D'autre part, il existe au sein même des Forces Armées un nombre croissant de soldats, de sous-officiers et même d'officiers qui prennent conscience du rôle criminel et bestial que le fascisme leur fait jouer. Beaucoup d'entre eux découvrent qu'ils sont utilisés par les minorités qui représentent le grand capital et par l'impérialisme à des fins anti-patriotiques et anti-nationales. Pour appliquer une telle politique, les généraux fascistes ont implanté une répression brutale à l'intérieur des Forces Armées. Beaucoup devront se joindre à la tâche patriotique et nationale de lutte contre le fascisme. Tous ceux qui développent cette conscience démocratique et populaire et qui ne seront pas souillés par la bestialité sanguinaire ont une place dans le mouvement anti-fasciste.

Le parti démocrate-chrétien se trouve une fois de plus dans une situation critique d'incertitude. Un grand nombre de ses dirigeants ont collaboré et ont fait le jeu du fascisme. Le Freïsmo, qui a eu la conduction hégémonique du parti pendant la dernière période, a encouragé le coup d'état, a conspiré avec les fascistes et négocie aujourd'hui avec eux des postes au niveau du pouvoir. Ceci contraste avec le rôle de nombreux dirigeants qui ont condamné depuis le début le coup d'état et se joignent à la grande tâche anti-fasciste. Mais surtout, de larges secteurs de sa base sociale et de ses militants ont déjà résolu cette contradiction ou sont en train de le faire, individuellement ou collectivement. Face à l'exploitation et à la répression criminelle dont le peuple est l'objet, ils ont pris le parti de celui-ci en se joignant à la lutte contre la dictature ou en collaborant aux tâches du moment actuel.

7.- UN LARGE FRONT DE LUTTE.

Ce large front anti-fasciste se réalise autour de l'alliance du prolétariat et des autres secteurs du peuple. S'y joignent et continueront à s'y joindre tous les hommes et tous les secteurs dont la conscience démocratique et humaniste mène à la lutte contre la dictature. Ce front s'élargira jusqu'à devenir le mouvement le plus ample de l'histoire de la lutte sociale au Chili.

Sa tâche principale est la défaite du fascisme sous toutes ses formes. Il se propose donc d'abattre la dictature, de liquider les bases qui permettent actuellement sa domination, d'extirper l'idéologie sur laquelle elle se fonde et les déformations qu'elle stimule dans le corps social. Mais surtout il doit s'attaquer aux intérêts de ceux qui dominent véritablement le système, et qui sont le capital monopolistique international et l'impérialisme.

Tout vestige du fascisme devra être éliminé pour construire l'authentique démocratie que le pays exige et pour que plus jamais ce fantôme ne puisse prendre corps sur le peuple du Chili.

Pour accomplir ces tâches, le peuple organise ses forces politiques et sociales, malgré les sévères conditions de répression auxquelles il est soumis. Aujourd'hui, les forces populaires et anti-fascistes se trouvent en meilleure position qu'au début de la répression criminelle. Nous devons travailler pour améliorer continuellement cette organisation et utiliser les faiblesses et les erreurs de la dictature.

L'affrontement idéologique avec le fascisme, les revendications massives pour éviter les effets dramatiques de la surexploitation, la récupération croissante des conquêtes sociales et politiques sont des étapes des luttes actuelles qui précèdent des étapes plus décisives du combat.

Le choix de chaque méthode de lutte et le début de chaque phase du combat seront le produit du rapport de forces et de l'organisation que le peuple et les révolutionnaires atteignent à chaque moment.

La classe ouvrière et le peuple devront être en mesure d'affronter et de vaincre dans tous les domaines où se meut la dictature qui les opprime.

La survie des forces populaires et leur réorganisation dans les conditions nouvelles ont été les premiers buts atteints. L'obtention et la consolidation de l'alliance du prolétariat et des autres secteurs du peuple et l'incorporation de démocrates anti-fascistes sont des tâches actuellement en cours de développement. Dans la pratique, le combat des masses pour la reconquête de leurs droits politiques et sociaux a déjà commencé ; leur approfondissement et élargissement sont à l'ordre du jour. La préparation des phases supérieures de combat et d'affrontement du fascisme est à l'ordre du jour.

8.- SOLIDARITE INTERNATIONALE : FACTEUR ESSENTIEL POUR LA VICTOIRE DU PEUPLE.

Les peuples du monde ont été profondément ébranlés par le coup d'état militaire au Chili. L'immense majorité de l'humanité a condamné avec indignation les crimes de la Junte fasciste. Un vaste et puissant mouvement de solidarité avec la lutte du peuple chilien s'est développé sur tous les continents.

La solidarité avec le Chili est devenue un facteur d'unité de larges secteurs idéologiques, politiques et sociaux dans les différents pays, et elle s'est manifestée par des meetings massifs, des prises de positions politiques, des campagnes permanentes demandant l'arrêt de la terreur, le respect des droits de l'homme bafoués, la libération des prisonniers politiques et la fermeture des camps de concentration.

Se sont joints à ces actions des personnalités mondiales, des chefs de gouvernements et de partis politiques, des primats des Eglises et le secrétaire général des Nations-Unies lui-même.

La solidarité ferme et résolue de presque tous les pays socialistes a été un coup dur porté à la dictature fasciste sur le plan international. Plusieurs autres gouvernements d'Europe occidentale, d'Amérique, d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient ont pris des positions qui, d'une façon ou d'une autre, ont contribué à l'isolement mondial de la Junte militaire.

Des gouvernements et des peuples amis ont ouvert leurs ambassades et leurs pays pour accueillir des centaines de persécutés politiques. La solidarité internationale a constitué un puissant appui moral pour le peuple chilien dans sa lutte contre la répression, a eu également des répercussions sur le climat politique interne du fascisme et a réussi à plusieurs reprises à arrêter la main des bourreaux.



LES TACHES LES PLUS URGENTES DE LA SOLIDARITE

Les forces qui représentent le mouvement populaire et révolutionnaire chilien se sont efforcées depuis le début de mettre en pratique l'impératif de l'unité. Ce processus de renforcement de l'unité s'est manifesté également parmi les Chiliens qui se trouvent hors du pays. Déjà en décembre dernier, dans une déclaration publiée à Rome, tous les partis et mouvements de gauche ont annoncé leur décision d'unir leurs efforts pour faire aboutir les tâches destinées à appuyer et développer le large mouvement mondial de solidarité avec la lutte du peuple chilien.

Nous faisons maintenant un pas de plus dans le chemin de l'unité, en décidant d'établir une coordination permanente de la gauche chilienne à

l'extérieur. Nous mettons ainsi entre les mains des travailleurs et du peuple chiliens et entre celles des forces révolutionnaires et progressistes du monde entier un instrument plus efficace pour faire face aux exigences du moment actuel.

LIBERTE POUR LES PRISONNIERS DE DAWSON AVANT L'HIVER !

Nous appelons une fois de plus l'opinion publique internationale à intensifier encore la campagne massive pour l'arrêt de la répression, le respect des droits de l'Homme, la fermeture des camps de concentration, la libération de tous les prisonniers politiques et l'abrogation de l'Etat de Guerre Interne.

En particulier, nous demandons un effort mondial urgent pour exiger la libération de Luis Corvalan, Clodomiro Almeyda, Anselmo Sule, Pedro Felipe Ramirez, Bautista van Schowen, Vicente Sotta, Juan de Dios Fuentes et autres prisonniers de l'île Dawson.

L'île Dawson est devenue un véritable camp d'extermination. Ses conditions climatiques, le régime de réclusion et de travaux forcés et l'absence de soins médicaux, tout ceci aggravé par l'approche de l'hiver austral, signifient que la Junte a condamné à une mort lente mais certaine tous les dirigeants populaires et les personnalités chiliennes prisonniers dans ce camp de concentration.

Le monde entier peut se mobiliser d'urgence pour leur sauver la vie et la liberté.

Au nom des travailleurs et du peuple du Chili, nous remercions la solidarité dont nous avons été l'objet. Nous sommes certains qu'elle continuera à se développer, qu'elle s'enracinera dans les masses, s'étendra avec plus de force encore à toutes les usines, toutes les écoles, tous les foyers pour encourager, de tous les points du globe, la résistance qui se développe au Chili, qui triomphera et ouvrira à notre peuple les portes d'une société nouvelle, véritablement démocratique.

Paris, le 12 février 1974.

**PARTI SOCIALISTE CHILIEN ; PARTI COMMUNISTE CHILIEN ;
GAUCHE CHRETIENNE ; MOUVEMENT DE LA GAUCHE
REVOLUTIONNAIRE (MIR) ; MAPU OUVRIER ET PAYSAN ;
PARTI RADICAL ; MOUVEMENT D'ACTION POPULAIRE
UNITAIRE (MAPU).**

INTERVIEW DE LUIS CERDA, REPRESENTANT DU MIR EN EUROPE

Question : *Comment se présente, six mois après le putsch, la situation pour le peuple chilien et pour la résistance au Chili ?*

Réponse : Il faut distinguer deux aspects : d'une part il faut se rendre compte de l'évolution de la situation générale, et en particulier du rapport de classe vis-à-vis de la junte militaire ; la politique économique de la junte, sa politique répressive, la manière brutale dont elle impose les intérêts de certaines couches privilégiées de la population, liées au grand capital national et étranger ; tout cela a provoqué des changements assez importants dans la situation politique générale et a mené à une certaine désagrégation de la junte militaire. Ceci lui a aliéné une certaine base sociale qu'elle avait au début, au moment du coup d'état. Cela veut dire qu'il existe maintenant des couches petites-bourgeoises tout à fait insatisfaites de la junte militaire. La situation des travailleurs des villes et des campagnes et des couches populaires en général s'est beaucoup aggravée. Tout cela mène à un climat de mécontentement général. Il faut donc développer le travail politique en tenant compte de cela. Evidemment, on se fait là-dessus parfois des illusions. C'est-à-dire qu'au moment où ces couches se dégagent de la junte et manifestent un mécontentement par rapport à elle, on est tenté de croire que la junte s'affaiblit et que le camp révolutionnaire se renforce. Nous sommes beaucoup plus sceptiques là-dessus. Nous croyons que ce phénomène est très important, mais que dans la vie politique les choses ne se font jamais tout à fait automatiquement. Même si cela est le signe d'une certaine faiblesse de la part de la junte militaire, cela ne doit absolument pas être vu d'autre part comme une garantie du renforcement du camp révolutionnaire. Cela veut dire : s'il n'y a pas une politique révolutionnaire qui se pose en tant que telle, d'une façon très claire, très nette, ce type de conflit ou de contradiction avec la junte ne va pas conduire à un renforcement du camp révolutionnaire. Il peut jouer aussi en faveur de certaines positions du centre qui n'ont rien à attendre, à mon avis, de la dynamique du processus chilien. Je crois que c'est un premier aspect à considérer. D'autre part, nous croyons aussi que l'affaiblissement indéniable de la junte a une portée assez limitée sur les possibilités futures de la junte. A partir du moment où la junte militaire révèle clairement ce qu'elle est, c'est-à-dire une expression du grand capital étranger, il est évident

qu'elle ne peut pas s'attendre à un soutien véritable de la part de la population. Elle avait un choix. Et elle a choisi de s'appuyer fondamentalement sur la force. Or, de ce côté-là, la junte non seulement tâche de renforcer sa position par l'épuration qu'elle opère dans l'armée en ce moment et dont parlent tous les journaux, mais elle cherche aussi à renforcer sa position par le soutien des Etats-Unis en particulier, et du Brésil, avec sa politique de renforcer sa position en Amérique Latine. Dans la mesure où on ne porte pas la lutte sur ce terrain-là, on n'a aucune possibilité de transformer ces contradictions en faveur d'une solution révolutionnaire et même en faveur d'un changement de la situation actuelle.

Le troisième point fait référence au deuxième aspect que j'ai mentionné tout à l'heure. Il ne faut pas seulement faire attention à ce qui se passe dans la situation politique en général, mais il faut aussi se demander ce qui se passe à l'intérieur des forces politiques, et voir comment on peut profiter de cette situation et mettre sur pied une résistance contre la dictature. Je crois que la difficulté qu'a la junte militaire à détruire les forces de gauche chiliennes est le signe le plus important. On peut citer ici, à titre d'exemple, le cas du MIR, qui maintient son appareil militaire et son organisation politique. Le MIR n'a perdu que trois membres de son Comité Central : deux ont été emprisonnés et sont morts, et un seul a déserté le camp de la lutte et s'est exilé. Du point de vue de la commission politique, nous avons à déplorer l'arrestation de Bautista van Schowen. Mais en dépit de tous ses efforts pour détruire l'organisation du MIR, la junte n'y est pas arrivée. Dès le début, le MIR lui est apparu comme le principal ennemi à combattre. Sur la première liste publiée par la junte, cinq parmi les personnes les plus recherchées étaient du MIR ; de ces cinq-là, quatre restent et continuent à faire leur travail politique. Parmi eux figurent Miguel Enriquez, Victor Toro, Pascal Allende et d'autres. Cela prouve que les conditions de la Résistance chilienne sont assez bonnes. Si on examine la situation depuis le putsch, on s'aperçoit que la junte n'a fait aucune progression réelle dans la répression des organisations révolutionnaires. Cela prouve la capacité de Résistance des organisations révolutionnaires chiliennes et de la gauche chilienne en général.

Question : *Les dernières informations en provenance de l'Argentine font état de la création d'une junte de coordination révolutionnaire des diverses organisations révolutionnaires du cône sud de l'Amérique du Sud (MIR, ELN, ERP, MLN-Tupamaros). Quelles ont été les raisons qui ont amené à la création de ce front révolutionnaire ? Quelle est la signification réelle de cette coordination dans la lutte anti-gorille actuelle ?*

Réponse : Cette coordination est le résultat d'un travail et d'une politique qui ont été menés depuis trois ans avec beaucoup de conséquence. Cela renvoie à l'analyse que nous faisons de la situation de l'Amérique Latine : d'une part l'impérialisme US, qui depuis 1962/63

a développé systématiquement une politique de renforcement du pouvoir militaire en Amérique Latine à travers l'aide militaire, et d'autre part, l'expansion même de l'impérialisme en Amérique Latine du point de vue économique, qui s'est traduit par une interpénétration des intérêts des bourgeoisies nationales avec ceux de l'impérialisme US. L'expression la plus visible et la plus évidente en est le Brésil, qui, après le coup d'état militaire de 1964, a créé un système sous-impérialiste. Le sous-impérialisme brésilien exprime d'une part l'intégration des intérêts de la bourgeoisie brésilienne avec ces grands trusts internationaux, et d'autre part les intérêts du Brésil en tant que grande puissance désirant avoir une emprise croissante sur les pays latino-américains et les soumettre à sa domination. Le Brésil est une expression particulière de la domination impérialiste en Amérique Latine. Tout cela tend à créer les conditions pour le développement des luttes de classes en Amérique Latine qui prennent plus un caractère international. Nous avons une conception légèrement différente de celle du Che : le caractère international de la révolution latino-américaine est aujourd'hui pleinement confirmé. Le coup d'état au Chili, celui de Bolivie, de l'Uruguay, ce qui se passe aujourd'hui même en Argentine, montrent que nous devons lutter contre des forces organisées au niveau international et non seulement contre les forces nationales de chaque pays.

Cela était clair pour nous dès le début du gouvernement de l'Unité Populaire : nous devons compter sur la situation internationale et préparer l'avenir. Nous ne nous sommes jamais fait d'illusions sur la possibilité de maintenir un îlot avec un régime populaire complètement isolé en Amérique Latine. Nous savions que si cet îlot populaire ne pouvait pas se maintenir et même s'implanter dans d'autres pays, il ne serait pas possible de maintenir le régime chilien tel qu'il était à cette époque. Après 71, ni le renversement du gouvernement de Torres en Bolivie, ni les événements en Uruguay ne nous ont étonnés et nous avons recherché consciemment, délibérément, le rapprochement avec des partis liés idéologiquement à nous ou de formation similaire à la notre. Nous pensons là poser les bases pour une véritable action internationale. Nous sommes encore loin du moment où la guerre révolutionnaire en Amérique Latine prendra ce caractère international que voulait lui donner le Che, mais nous croyons qu'il faut travailler pour cela. La meilleure façon d'avancer dans ce sens est d'approfondir la révolution dans nos pays. Il ne s'agit là que d'un premier noyau qui attirera les forces révolutionnaires d'autres pays qui traversent pour le moment des situations difficiles ; c'est le cas du Brésil, du Pérou, du Paraguay ; il faut attendre que des organisations révolutionnaires puissent véritablement se développer dans chaque pays

Cette coordination a une double signification : d'une part, elle répond aux conditions objectives de la situation en Amérique Latine, c'est-à-dire une internationalisation de plus en plus puissante de la lutte révolutionnaire, d'autre part elle permet de mettre en place une coordination d'un véritable mouvement révolutionnaire en Amérique Latine. Nous ne sommes pas pressés, nous travaillons selon les

circonstances réelles dans lesquelles nous nous trouvons. Il faut regrouper les forces, impulser la collaboration à tous les niveaux, depuis la coordination et la discussion d'une politique commune jusqu'à la réalisation d'actions communes à ces organisations, ainsi que nous l'avons déjà fait dans le passé et ainsi que nous le ferons avec toute notre force dans le futur. Il s'agit de créer les conditions pour avoir un mouvement révolutionnaire capable de faire face au capital national et étranger en Amérique Latine. D'autre part nous pensons que la seule manière de donner à la révolution latino-américaine ce que j'appellerai « une certaine autonomie »; cela veut dire que nous ne pouvons pas nous reposer seulement sur les centres révolutionnaires, les centres de gauche. Cela impliquerait de nous lier aux évolutions et aux fluctuations de la politique internationale. Il s'agit pour nous, Latino-américains, d'avoir une ligne révolutionnaire propre. Dans la mesure où nous serons capables de mettre cette ligne en pratique, nous pourrons proposer aux autres forces révolutionnaires du monde le choix d'appuyer ou de ne pas appuyer la lutte révolutionnaire en Amérique Latine.

Question : *Quels sont les obstacles principaux qui s'opposent actuellement à la constitution d'un front de résistance coordonné, surtout si l'on tient compte des conditions politiques, économiques et structurales particulières du Chili ?*

Réponse : Nous pensons que le problème principal est de savoir combiner une ligne révolutionnaire basée sur le travail clandestin et sur la préparation de la lutte armée avec un véritable travail de masse. A partir de ce point là on peut examiner les difficultés du travail de masse actuellement au Chili.

Mais cela est secondaire : le problème principal est le premier, à savoir : comment développer une ligne révolutionnaire, une ligne de lutte armée, et en même temps, en liaison de plus en plus étroite le mouvement réel des masses et avec leur niveau de conscience. C'est le grand problème sur lequel se sont « cassé les dents » presque toutes les forces de gauche en Amérique Latine. Pourquoi ?

D'une part, parce que les partis de gauche traditionnels, à tendance réformiste, ont eu tendance à privilégier les formes de lutte traditionnelles, les luttes de masse, et ont renoncé, non seulement verbalement, mais aussi dans les faits, à une ligne insurrectionnelle de lutte armée. Cela a été très clair au Chili. Alors qu'au Chili la situation était tout à fait favorable, au départ, pour préparer la lutte armée, la plupart des partis de gauche se laissaient entraîner par des illusions sur la possibilité de maintenir, d'une façon indéfinie, la lutte de masse dans le cadre institutionnel. Ils ne se sont pas préparés à passer à une autre forme supérieure de la lutte.

D'autre part, on a également vu en Amérique Latine des forces révolutionnaires qui se sont posé le problème de la lutte armée, mais qui en s'éloignant trop des masses, sont tombées dans un certain militarisme de gauche. Je pense surtout aux mouvements révolutionnaires qui

ont subi des défaites extrêmement fortes comme ceux du Brésil, du Vénézuéla. Ainsi les Tupamaros eux-mêmes ont dû, après 1972, faire une certaine autocritique de leur ligne.

Il s'agit d'être vraiment lié au mouvement de masse, et même d'en disputer la direction et l'hégémonie dans la perspective d'amener systématiquement ce mouvement de masse au stade de la lutte armée. Nous pensons que toutes les formes de lutte doivent être employées. Il faut y penser non seulement comme à des possibilités, mais en fonction des situations concrètes ; il faut toujours avoir présent à l'esprit quelles sont les formes de lutte qui vont prévaloir en dernière instance. Nous croyons que la forme de lutte principale est la lutte armée. Mais la lutte armée pour nous n'est pas une possibilité parmi d'autres, une forme que peut prendre le mouvement de masse, c'est la forme générale que prend le mouvement de masse à un moment donné de son développement et du degré de développement des contradictions avec les classes dominantes à l'intérieur et à l'extérieur. Il faut chercher dans chaque situation concrète les formes selon lesquelles nous pouvons développer une résistance de masse au Chili, une résistance de masse qui soit capable de créer ses pouvoirs militaires susceptibles de faire face et d'écraser les formes militaires de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Question : *Dans la dernière déclaration du Secrétariat National du MIR de janvier 1974 il est question de la nécessité de faire naître un « large bloc social qui, sous la direction de la classe ouvrière, comprendra les classes et les secteurs exploités et opprimés par la dictature, et principalement de larges secteurs de la petite bourgeoisie, en impulsant la lutte contre la dictature jusqu'à la défaite ». Ce large bloc social dont parle ce document, doit-il intégrer aussi des secteurs de base de la démocratie-chrétienne qui est fortement déchirée, paraît-il, à cause de la politique de répression de la junte ?*

Réponse : Bien sûr. Nous croyons que la Démocratie-Chrétienne est un parti politique qui a attiré vers lui un secteur populaire assez important. Nous croyons aujourd'hui que non la démocratie-chrétienne elle-même, mais des secteurs de la DC, doivent s'unir à la Résistance. Mais pour ne pas confondre notre position là-dessus avec une position que nous critiquons, nous devons souligner : nous ne voulons absolument pas une ouverture vers le centre. Eu égard à la radicalisation des contradictions et des luttes de classes, dans le Chili d'aujourd'hui, une telle ligne centriste nous paraît absolument injustifiée. Nous pensons que les différents secteurs de la société chilienne, particulièrement des secteurs de la petite-bourgeoisie, sont entrés dans une contradiction de plus en plus aigüe avec la junte. Il nous faut unir ces forces-là. Nous croyons, avec Fidel Castro, que la révolution est l'art d'unir les forces du peuple. Quand on unit les forces, il faut savoir sur quelle base on les unit. Pour ce secteur de la DC qui veut avoir une part active à la Résistance, qui est vraiment décidé à faire face, dans les différents

terrains où se pose la lutte contre la dictature, il y aura toujours un lieu, une place pour faire partie de la Résistance. Nous exigeons de ce secteur-là un engagement clair pour la Résistance. Il faut que ce regroupement des forces sociales soit fait avec une option très claire et révolutionnaire. Il faut que la force principale de cette Résistance soit les masses populaires et particulièrement la classe ouvrière. Nous nous efforçons actuellement de réorganiser le mouvement de masse, de réorganiser la classe ouvrière, de donner aux masses populaires les possibilités d'imposer leur ligne. Cela nous paraît plus importants que de conclure des accords solennels avec la DC ou la petite-bourgeoisie. Nous ne croyons pas qu'il faille faire des pas en arrière et trouver sur n'importe quel terrain une entente avec ce secteur. Cette entente doit se trouver sur le terrain que dirige le mouvement de masse, avec la classe ouvrière et les forces révolutionnaires qui dirigent ce mouvement de masse révolutionnaire. L'entente doit de faire sur ce terrain-là.

Le plus important pour nous en ce moment, c'est le mouvement de masse. Ce mouvement de masse ne s'est pas encore complètement rétabli des coups qu'il a subis de la part de la dictature militaire. La classe ouvrière n'a pas encore trouvé les meilleures formes de lutte, les meilleures façons d'affronter la dictature militaire et d'articuler ses véritables intérêts. Pour nous, la tâche prioritaire en ce moment, c'est l'organisation de la classe ouvrière, c'est l'organisation des secteurs populaires autour de la classe ouvrière, des secteurs qui sont ses alliés naturels. Evidemment nous tâchons de montrer à la petite-bourgeoisie et même à des secteurs de la moyenne bourgeoisie que cetteunte militaire ne répond pas à leurs intérêts de classe. Nous n'avons aucune illusion sur les possibilités d'attirer ce secteur. C'est une politique conséquente, si nous avons d'abord mis sur pieds une véritable résistance ouvrière.

Question : *La période actuelle est donc la période de la réorganisation de la classe ouvrière qui a été désarticulée au moment de la répression et qu'il s'agit, en ce moment, de restructurer en tant que classe politique ?*

Réponse : Bien sûr. Pour nous, il s'agit en ce moment de réorganiser la classe ouvrière, de réorganiser et de rattacher à la classe ouvrière des secteurs populaires, ses alliés naturels. La phase actuelle est aussi une phase de préparation du parti et des organisations clandestines de masse. Ceci nous permettra, dans une seconde période, de porter la lutte sur le terrain sur lequel nous voulons véritablement la porter. La dictature essaie, même d'une façon parfois un peu maladroite, de nous provoquer à entamer un combat auquel nous ne sommes pas encore réellement préparés. Nous ne sommes pas disposés à accepter le combat sur le terrain où la dictature veut le mener ; nous voulons choisir, et nous allons choisir le moment et le terrain. Pour cela évidemment, il faut être bien préparé, être capable d'entamer une lutte armée ouverte contre la dictature, et avoir les conditions pour la mener. Pour en arriver là, il faut en effet avoir un mouvement de masse capable

et préparé à soutenir un tel combat ; d'autre part, il faut pouvoir compter sur des positions internationales qui nous soient favorables. C'est sur ces deux voies que nous menons actuellement notre politique : la réorganisation du parti, la réorganisation du mouvement de masse, en particulier du mouvement ouvrier, face aux nouvelles conditions de la lutte de classe, et la préparation de conditions internationales favorables pour entamer la lutte ouverte contre la dictature. Cette lutte-là, nous la menons depuis le mois de septembre 1973, sous différentes formes. Le seul fait de maintenir et de développer dans les conditions actuelles une structure clandestine, c'est déjà une forme de lutte contre la dictature. Mais évidemment nous ne voulons pas en rester là, nous voulons passer à la lutte ouverte et être capables, à un moment donné, de reprendre l'offensive. Pour cela nous allons nous préparer aussi longtemps que nous le jugerons nécessaire.

Question : *Bien qu'il soit très difficile de se faire une image exacte de la résistance, il apparaît de toute évidence que des contradictions se manifestent au sein de la résistance, à l'intérieur des forces de gauche, sur la forme de cette résistance. Par exemple, l'Humanité a publié dans son numéro du 8 janvier 1974, une déclaration du Parti communiste chilien dans laquelle le parti de Luis Corvalan met l'accent sur le rétablissement des libertés démocratiques bourgeoises telles qu'elles existaient avant, sous les gouvernements de Frei et d'Allende, et dans laquelle le PC chilien reprend aussi sa critique de l'« ultra-gauche ». Quelle est la position du MIR par rapport à ces dernières déclarations du PC chilien. Est-ce que le MIR pense que la stratégie de résistance avancée par le PC est adéquate aux nécessités de la résistance actuelle ?*

Réponse : En ce moment, ces contradictions ne sont ni très fortes ni très visibles. Mais nous sommes conscients du fait qu'ultérieurement les choses vont se définir d'une façon beaucoup plus claire. La déclaration du PC de janvier est un pas en arrière par rapport à la première déclaration du PC du mois d'octobre dans laquelle le PC développait une perspective beaucoup plus avancée que celle de sa dernière déclaration. D'autre part, le PC a signé, postérieurement à ce texte de janvier, la déclaration commune publiée à Paris le 12 février qui exprimait des thèses plus avancées que celles de la déclaration de janvier 1974. Nous pensons que le PC, en ce moment, essaie de définir des positions nouvelles adaptées aux conditions nouvelles créées au Chili, et qu'il est à la recherche d'une nouvelle ligne. Ceci se manifeste par des avances, des reculs, etc. Cependant, en ce qui concerne la position du MIR, le MIR considère que l'objectif principal de la Résistance ne peut pas être le rétablissement des libertés démocratiques bourgeoises, telles qu'elles existaient auparavant. Nous pensons que même actuellement, alors que le rapport de forces n'est pas aussi favorable aux forces populaires qu'il ne l'était avant le coup d'état militaire, cette exigence du rétablissement des libertés démocratiques bourgeoises serait un recul, même par



Manifestation avant le putsch (Santiago)

rapport aux forces de démocratie bourgeoises telles qu'elles existaient avant. Le mouvement populaire a été désorganisé, beaucoup de ses cadres ont été tués. Le mouvement de masse, la classe ouvrière ne sont pas près d'envisager, en ce moment, la possibilité d'une alliance avec la bourgeoisie pour rétablir la démocratie bourgeoise. Le rapport de forces ne favorise pas des conditions qui stimuleraient les forces populaires à retrouver les positions de 1970. Ce serait nettement un recul. Selon l'analyse que nous faisons de la situation, nous ne croyons pas à cette possibilité. Nous croyons cependant qu'il faut quand même lutter pour les libertés démocratiques, qu'il faut formuler cette revendication qui évidemment intéresse de larges couches de la population et de la classe ouvrière elle-même. Actuellement, nous n'avons aucune possibilité d'obtenir même ces libertés-là. Nous ne croyons pas que la démocratie puisse être conquise par d'autres forces sociales que la classe ouvrière. La classe ouvrière, quand elle conquiert la démocratie, ne va pas conquérir la démocratie bourgeoise ; elle ne va pas affirmer un régime politique qui ne soit pas le sien. La démocratie pour nous, c'est la démocratie socialiste. Cependant, au cours de la lutte, il est évident que le combat pour les libertés : la liberté syndicale, la liberté d'expression, etc. doit être soutenu par le parti. Une lutte doit être menée autour de ces revendications au sein de la classe ouvrière et de larges secteurs de

la population. Mais il faut souligner en même temps que ce doit être la classe ouvrière qui impose ses propres conditions à la société chilienne et particulièrement à la bourgeoisie et à l'impérialisme. Du moment où la classe ouvrière agit ainsi, elle ne s'exprimera sans doute pas dans les formes de la démocratie bourgeoise !

Question : *Est-ce que tu penses que tous les partis qui formaient l'Unité Populaire ont bien tiré les enseignements de l'échec de la voie réformiste ? Comment le MIR juge-t-il les dernières déclarations du Secrétariat Unifié de la Résistance à Rome ?*

Réponse : Les contradictions au sein des partis de gauche, comme je le disais tout à l'heure, ne sont pas mûres. La plupart des organisations qui ont formé l'UP sont aujourd'hui contraintes, comme le PC par exemple, à reconsidérer leur analyse de la situation et à chercher de nouvelles voies, si elles veulent rester fidèles à leur volonté proclamée sous Allende de construire le socialisme au Chili. Il est clair que cela demandera beaucoup plus d'efforts aux autres partis qu'au MIR, parce que le MIR a dû s'adapter tactiquement pour un moment aux conditions réelles qui lui sont imposées, mais sa ligne politique fondamentale n'a pas changé. Sa conception de la lutte au Chili et en Amérique Latine a été plutôt confirmée par les faits. Il s'agit aujourd'hui de traduire cette ligne politique concrètement. La plupart des autres partis avaient une conception erronée, conception qui a été réfutée par l'histoire. Nous pensons qu'il existe, au sein de tous ces partis, des forces capables d'arriver à une conception unitaire. Nous entretenons en ce moment des relations fraternelles avec tous les partis de la gauche chilienne, en essayant de créer des conditions plus favorables à la discussion politique et idéologique, dans le but de trouver un terrain d'entente plus solide qu'auparavant. En quoi consiste ce terrain d'entente ? Tous les partis, y compris le MIR, se trouvent aujourd'hui dans une situation assez difficile du fait du coup d'état militaire ; c'est pourquoi nous sommes obligés d'avoir un certain degré de collaboration entre nous. Tout notre effort en ce moment est destiné à faire en sorte que cette collaboration puisse se traduire dans des problèmes concrets.

Sur le plan de l'ensemble de la gauche il existe des tâches concrètes qu'il faut mener dans l'immédiat et pour le faire, la collaboration est non seulement possible, mais nécessaire. C'est pour cette raison par exemple que nous participons à la réunion avec les autres partis et que nous avons signé une déclaration qui est un recul par rapport à nos positions mais qui ne contredit pas nos principes de base. Nous l'avons fait dans la perspective de mener à bien un certain nombre de tâches concrètes. Par contre, il est évident que pour ce qui est des questions stratégiques, il y a beaucoup de chemin à faire : pour parvenir à un accord nous pouvons utiliser la discussion, mais surtout créer des situations concrètes par rapport auxquelles ces partis doivent se déterminer. Nous pensons que cela est plus efficace qu'une simple discussion doctrinaire.

Mais il faut développer ce point là : pour nous la lutte idéologique est très importante et nous l'avons toujours menée, mais ce n'est pas le seul terrain pour développer nos relations avec les organisations de la gauche. Pour nous, c'est la pratique politique, c'est la pratique de masse qui doit définir en dernière instance les relations et les rapports entre les différentes organisations de la gauche. En ce sens, nous développons une pratique de masse dans un but déterminé, que nous ne cherchons à cacher à personne, à aucun parti politique. Ceci ne nous empêche pas de signer une déclaration commune, comme celle du 12 février. Nous sommes en train de faire connaître notre propre position en ce qui concerne nos objectifs stratégiques, notre tactique actuelle et la façon selon laquelle doit se développer la solidarité internationale. Ce n'est pas exactement la même chose que ce qui est dit dans la déclaration du 12 février ; mais ce n'est pas en contradiction avec elle.

Question : *Est-ce que tu peux donner quelques indications sur l'unité qui est en train de se faire à la base ?*

Réponse : Le débat politique et idéologique avec les autres organisations, nous ne le menons que lorsqu'il est absolument nécessaire, au niveau de la coordination de la gauche chilienne. Les questions idéologiques ne sont posées qu'à partir de problèmes très concrets, auxquels la résistance doit faire face. Cependant, dans nos relations bilatérales avec les autres partis à l'intérieur et à l'extérieur, nous discutons beaucoup plus profondément. Cela implique, pour certains partis, une critique et une auto-critique de l'action menée antérieurement au putsch, mais aussi des positions actuelles de ces organisations. A l'intérieur de la coordination, nous essayons seulement de résoudre des problèmes pratiques qui se posent à la Résistance à l'intérieur et à l'extérieur. Au lendemain du putsch nous avons tout de suite posé le problème de la création d'une coordination à l'intérieur du pays, mais ce problème n'est pas encore résolu. Pour le moment, nous avons plutôt des rapports bilatéraux avec les partis. En ce sens, les conditions dans lesquelles nous agissons concrètement tous les jours, la répression et la clandestinité, ont beaucoup d'influence. Mais il n'y a pas que des problèmes techniques à cette coordination, il y a aussi des problèmes politiques. C'est à travers la discussion avec les forces politiques sur la situation actuelle et antérieure que la coordination peut se réaliser à l'intérieur du Chili.

Question : *Comment le MIR juge-t-il l'attitude de la Chine et de l'URSS vis-à-vis de la junte ?*

Réponse : C'est une question difficile. La réaction de l'Union Soviétique et des pays de l'Est, leur première réaction, a été très positive (la rupture des relations diplomatiques, économiques, etc.). Par contre, à cet égard, nous ne sommes absolument pas satisfaits de l'attitude de la

Chine. Nous aurions souhaité que la Chine agisse de la même façon que l'Union Soviétique.

Question : *Cependant, l'URSS n'avait-elle pas une certaine responsabilité dans la propagation de la théorie de la voie pacifique vers le socialisme ?*

Réponse : En ce qui concerne la Chine, en plus de certains changements de sa politique extérieure, assez visibles ces dernières années, elle ne s'est pas sentie très affectée par les événements du Chili, dans la mesure où ce qui se passe en Amérique Latine ne la concerne pas beaucoup. La Chine a pris, en ce qui concerne l'Amérique Latine, une position de grande puissance qui ne correspond pas à l'internationalisme prolétarien. Cependant, cette position a souvent été prise par l'Union Soviétique dans d'autres pays, et à l'inverse, la Chine réagissait d'une manière différente. Qu'est-ce qui a motivé la politique, qui nous apparaît très positive, de l'Union Soviétique par rapport à la junte ? Le fait même que cela affectait beaucoup les intérêts de l'Union Soviétique et des partis communistes européens (français et italien) obligeait l'URSS à prendre une position assez marquée, un peu comme un avertissement à l'égard d'autres tentatives qui pourraient être faites par le grand capital national et international dans d'autres pays. Il ne faut pas toujours rêver d'une politique idéale. C'est face à une situation concrète, qui oblige les pays socialistes à faire leur choix, que nous pouvons développer une véritable solidarité des pays socialistes envers les mouvements révolutionnaires latino-américains. L'URSS peut avoir ses propres conceptions sur la voie pacifique, sur la façon de faire la révolution dans tel ou tel pays, elle peut avoir ses préférences pour la voie parlementaire, etc. Mais quand l'Union Soviétique est confrontée à une expérience concrète, comme ce fut le cas du Viet-Nam, de Cuba et maintenant du Chili, elle est obligée de prendre des positions plus avancées que ce qu'elle ne voudrait.

J'ai l'impression que les **partis révolutionnaires et les partis de gauche** en général se préoccupent trop de ce que pense l'Union Soviétique ou tel ou tel pays socialiste en général sur la situation de ces pays, s'ils vont soutenir ou non un mouvement révolutionnaire. Pour nous, le problème est différent. C'est en créant un véritable mouvement révolutionnaire que l'on peut obliger les pays socialistes à adopter une position qui corresponde à nos souhaits. Depuis ces dernières années, la Chine a effectué un retrait par rapport à l'Amérique Latine. Il semble qu'elle n'ait pas intérêt en ce moment à jouer ses cartes dans cette partie du monde. C'est l'expression d'une politique de grande puissance qui s'est imposée dans la politique extérieure chinoise, politique semblable à celle de l'URSS depuis des années. Nous regrettons beaucoup la position chinoise, mais d'une certaine façon nous comprenons les raisons pour lesquelles les Chinois ont adopté cette attitude. La raison principale en est que les intérêts chinois ne sont pas mis en jeu par la junte militaire, de la même façon qu'ils ne l'étaient pas

sous l'UP. Il faut se rendre compte que la Chine Populaire a proposé au gouvernement Allende une solidarité dont il n'a pas profité à cause de certains intérêts nationaux et internationaux. Par contre, l'Union Soviétique était mise en jeu non seulement par la situation du parti communiste chilien mais par la politique globale qu'elle essaie de mener à travers le monde en prêchant la coexistence pacifique. En outre il y avait des intérêts très forts comme ceux du Parti Communiste Français et du Parti Communiste Italien, qui obligeaient l'Union Soviétique à prendre une position plus dure à l'égard du Chili.

C'est dans la mesure où la situation internationale obligera chaque fois un peu plus les pays socialistes à prendre une attitude dictée par leurs propres intérêts qu'on pourra développer un internationalisme prolétarien, bien mis en veilleuse en ce moment. Il y aura un moment où la Chine sera intéressée par ce qui se passe en Amérique Latine, et où les pays capitalistes devront prendre également position : c'est cette situation-là que nous essayons de créer. Il faut créer les conditions pour obliger les mouvements de gauche des pays socialistes et capitalistes à prendre une position, même si celle-ci ne correspond pas à celle qu'ils avaient prise au départ. Le même problème se pose dans les relations avec la gauche chilienne. Il faut en discuter, confronter les points de vue, et, en dernière instance, l'attitude que ces forces-là prennent sur des questions concrètes, politiques. C'est ce que le MIR tente de créer. Et c'est là que se fait le clivage.

Question : *Quelques mois après le putsch, un grand nombre de Comités Chili se sont créés en Europe, en particulier en France, en Italie et en Allemagne. Quelle est la forme de soutien la plus adaptée et la plus urgente dans la situation actuelle de la Résistance, que ces comités peuvent apporter ?*

Réponse : Je voudrais d'abord remercier au nom du MIR la solidarité qui nous a été témoignée de la part des comités de soutien et des organisations politiques. Ce soutien nous a permis de surmonter la première étape avec succès : assurer la survivance et l'existence organique du MIR. Cela aurait été presque impossible sans le soutien international que nous avons reçu.

De la même façon, la solidarité internationale à l'égard du peuple chilien a été très importante, surtout en ce qui concerne l'isolement diplomatique de la junte militaire. Ceci nous a permis de créer des conditions politiques favorables pour surmonter les difficultés de cette première étape de la réorganisation en vue de l'étape suivante : l'affrontement ouvert. Sans vouloir diminuer le rôle des mouvements de soutien et des organisations, j'ai l'impression que cela a été facilité par le choc qu'a provoqué le coup d'état au Chili. Le mouvement de soutien a bénéficié, dans un premier temps, des réactions de type humanitaire. Maintenant, il s'agit de maintenir une mobilisation prolongée.

La première tâche de solidarité des révolutionnaires consiste à

chercher à ce que le soutien à la résistance prenne une solidité et une force permanentes. Il faut que cette solidarité soit plus organisée et qu'elle le soit à la base : nous pensons que le cas du Chili est très favorable pour que la gauche des pays occidentaux fasse un pas en avant. Et c'est le même type d'évolution qui doit se faire dans la gauche chilienne.

Nous pensons qu'il est très important de créer des comités de soutien qui ne soient pas des appareils dirigés au sommet, mais l'expression de comités de base dans les usines, les écoles, les universités.

Cette solidarité a été très importante pour le MIR et j'insiste, car, dans la mesure où le MIR a été obligé de maintenir la totalité de ses militants et de ses cadres à l'intérieur, il n'a pu admettre d'assigner des tâches à l'extérieur à ses militants, sauf dans de très rares cas. Sans la solidarité internationale, le soutien matériel et moral aurait été impossible. Nous sommes l'organisation la plus faible à l'extérieur, celle qui a la plus faible infrastructure, mais la totalité de l'organisation est restée à l'intérieur du pays.

La tâche la plus importante de la période actuelle pour le mouvement de solidarité est de trouver des formes destinées à lui donner une permanence, dans le but essentiel de contribuer à l'isolement politique et diplomatique de la junte. Cela ne s'obtient pas avec des pétitions - même s'il faut en faire - mais en faisant en sorte que les masses, la classe ouvrière des pays avancés, puissent sentir la résistance chilienne comme une affaire qui les concerne.

D'autre part, les campagnes dites « humanitaires », mais qui en réalité vont beaucoup plus loin, comme la campagne pour les camarades Van Schowen et Romero, ainsi que pour tous ceux qui sont dans une situation semblable au Chili, doivent s'intensifier. Ces campagnes permettent, d'une part d'isoler la junte, d'autre part de préserver la vie de nos camarades, d'éviter qu'ils ne soient liquidés physiquement. La politique suivie par la junte à notre égard est une politique impitoyable. Les militants du MIR emprisonnés n'ont aucune possibilité d'avoir un avocat, ils sont torturés puis exécutés systématiquement. De l'extérieur, on peut empêcher cela. C'est aussi très important pour tous les camarades des autres partis et surtout pour les ouvriers et paysans qui, parce que la répression est une répression de classe, n'ont aucun droit à un traitement humain de la part de la junte.

INTERVIEW DU SECRETAIRE GENERAL DU M.I.R. MIGUEL ENRIQUEZ

Quelle est la réaction du MIR face aux accusations (provenant essentiellement du PC) selon lesquelles cette organisation encourrait des responsabilités dans la chute du gouvernement de l'Unité Populaire ?

En réalité, ces accusations proviennent fondamentalement de deux secteurs : réformistes de gauche et bourgeois. Nous savons que des personnalités de certains partis communistes européens se sont consacrées à rendre responsables de la chute du gouvernement de l'UP « l'impatience », « le gauchisme » et la « précipitation » du MIR. Ils tentent ainsi de sauver historiquement le réformisme et sa politique d'échec qu Chili pour pouvoir l'appliquer à nouveau dans d'autres pays. Ces accusations se basent sur l'échec de l'UP de sceller une alliance avec le parti démocrate-chrétien chilien.

Nous répondrons le plus brièvement possible malgré l'ampleur du sujet.

Le gouvernement de l'UP était un gouvernement petit-bourgeois de gauche. Son axe était l'alliance du réformisme ouvrier avec le réformisme petit-bourgeois. Il mena pendant trois ans une politique réformiste caractérisée par sa soumission à l'ordre bourgeois et ses tentatives constantes de concrétiser un projet de collaboration de classes.

Le réformisme n'a pas compris le caractère de la période pendant son gouvernement, ce qui l'a empêché de développer son projet de collaboration de classes avec succès. Le système de domination capitaliste était entré en crise. Le mouvement de masse, dont les mobilisations et l'activité avaient augmenté depuis 67, entra en ébullition avec l'arrivée de l'UP au gouvernement. Pendant les trois dernières années, les masses multiplièrent leurs mobilisations et développèrent leur niveau d'organisation et de conscience au-delà de tout ce qu'on avait vu auparavant au Chili.

En même temps, et en partie comme conséquence de ce qui précède, la crise inter-bourgeoise a continué à s'approfondir. C'est ce qui a égaré le réformisme. Percevant l'accentuation de la lutte inter-bourgeoise,

les deux fractions de la bourgeoisie avaient clairement saisi, et dès le début, que l'ascension du mouvement de masse, par son caractère, allait au-delà des timides réformes que l'UP proposait et qu'elle menaçait le système de domination capitaliste lui-même. L'ensemble de la classe dominante, dès le début, a assumé la défense absolue du système de domination capitaliste et la lutte pour renverser le gouvernement de l'UP. L'accentuation et la polarisation de la lutte de classes a historiquement fermé toute possibilité de succès aux projets de collaboration de classes du réformisme.

S'appuyant toujours sur cet illusoire projet de collaboration de classes et sur l'illusion d'avoir conquis le pouvoir, l'UP mena une politique économique qui opérait essentiellement sur la consommation et non sur la propriété des moyens de production : redistribution drastique des revenus, donc augmentation de la consommation, en augmentant la production uniquement par l'utilisation maximum de la capacité de production existante, ce qui était atteint vers le milieu de 1972. L'UP a aussi agi sur les moyens de production, mais de manière limitée : nationalisation des grandes mines de cuivre et des banques, projet de ne faire passer à l'aire de propriété sociale que 91 grandes entreprises (dont le nombre total oscille entre 500 et 800), protégeant toutes les grandes entreprises de la construction et de la distribution. D'autre part, dans le domaine agricole, pendant l'année 71, l'UP limita l'expropriation des fundos à un peu plus de mille, allant ensuite jusqu'à trois mille. Toutefois, l'expropriation ne touchait que les fundos de 80 hectares R.B., les latifundistes avaient droit à une réserve de 80 ha R.B. et pouvaient choisir les meilleures terres. C'est ainsi que l'UP fut conduite à protéger explicitement les grandes entreprises agricoles, dont la surface est justement comprise entre 40 et 80 ha. R.B. (celles-ci produisaient en 73 près de 50% de toute la production agricole du Chili - leur nombre a augmenté de 4500 en 1970 à 9000 en 1973).

Sur le terrain politique, son projet de collaboration de classes s'est exprimé non seulement dans sa subordination à l'institutionnalité bourgeoise, mais aussi dans la légitimation de cette dernière devant les masses, alors que la classe dominante, ayant la « légalité » de son côté, contrôlait de puissantes institutions de l'appareil d'Etat (Pouvoir judiciaire, parlement, la majorité du corps des officiers des Forces Armées, etc.). A travers ces institutions - dans les faits - elle co-gouvernait le Chili, en soumettant le gouvernement à une constante hostilité (blocus parlementaire, accusations contre les ministres, procès contre les fonctionnaires du gouvernement, etc.).

Toutes ces concessions et vacillations n'étaient pas gratuites ni indifférentes pour le mouvement de masse, unique source réelle de force possible pour le gouvernement. Toutes ces concessions (la protection donnée aux grands entrepreneurs, les promesses de paiement de la dette externe aux Américains, la légitimation des hauts officiers des Forces Armées, etc.) ont renforcé les classes dominantes, lesquelles, appuyées par le blocus financier américain, ont réussi à conserver entre leurs mains d'énormes marges de pouvoir et de richesse qu'elles n'ont

pas hésité à lancer avec violence contre le gouvernement et contre la classe ouvrière et le peuple : sabotage de la production à partir des entreprises qu'ils conservaient, accaparements, spéculations et marché noir, inflation, pressions militaires, etc.

En plus, toutes ces concessions du réformisme ont conduit à léser et frapper des secteurs du peuple : protection donnée aux grands entrepreneurs industriels, agricoles, distributeurs, etc., qui barraient le chemin à la lutte des travailleurs, manque d'appui aux mobilisations directes des travailleurs, attaques contre ces dernières, incluant même des actions répressives ponctuelles, combat contre le travail politique au sein des forces armées. Tout cela, à la fois, fragmentait la gauche, divisait et confondait les travailleurs qui voyaient dans le gouvernement un instrument de leurs luttes.

Sur le terrain politique, l'UP développa la voie parlementaire, les tentatives frustrées d'alliance avec le parti démocrate-chrétien et, chaque fois que ces dernières, non seulement l'UP se refusait à faire appel aux masses, mais en plus elle se réfugiait dans l'appareil d'Etat et de l'institutionnalité et en particulier celui du corps des hauts officiers réactionnaires des Forces Armées.

Mais, perdu dans ses vacillations, le réformisme a dû reculer devant les pressions du mouvement de masse, sa large base d'appui populaire, et devant la force des mobilisations directes du peuple. Ce sont les masses qui ont occupé plus de 300 grandes entreprises et obligé le gouvernement à les prendre sous son contrôle. Ce sont elles qui ont fait irruption dans les forteresses de la bourgeoisie agraire par les prises de fundos entre 40 et 80 ha R.B., qui ont occupé de nombreuses entreprises de construction, des vignes et quelques centrales de distribution.

Mais ces concessions faites par le réformisme aux travailleurs, qui ont toujours été d'abord combattues et parfois réprimées (expulsions des fundos occupés, des usines, etc.), ont été limitées, dispersées, ponctuelles. Ainsi le gouvernement ne faisait que céder devant les pressions du mouvement de masse, ce qui signifie qu'il leur niait son appui, qu'il ne les dirigeait pas, qu'il leur résistait même, provoquant la fragmentation, la dispersion et la confusion du mouvement de masse. Malgré cela, la légitimation que finalement le gouvernement donnait à ces conquêtes du mouvement de masse augmentait l'endurcissement et la fureur des classes dominantes.

Ainsi le gouvernement, soumis à l'ordre bourgeois et cherchant à sceller une alliance avec une fraction bourgeoise, a fait toutes sortes de concessions aux institutions et à la classe dominante, en blessant les intérêts de la classe ouvrière et du peuple, ainsi désorientés. Pendant ce temps-là, les classes dominantes n'ont jamais perdu de vue le caractère révolutionnaire et anti-capitaliste que prenait le mouvement de masse et elles ont ouvert les hostilités contre le gouvernement dès le début, malgré toutes les promesses et limitations des projets réformistes de celui-ci.

De cette manière, le gouvernement de l'UP n'a pas obtenu la force

que lui aurait donné une alliance avec une fraction bourgeoise, il a renforcé les classes dominantes et a affaibli, divisé et dispersé sa véritable source de force, le mouvement de masse.

Tout ceci s'est vu multiplié après l'échec de la tentative de coup d'état militaire du 29 juin 73 et la menace putschiste découlant de celui-ci. D'un côté, le gouvernement n'a pris aucune mesure contre les véritables conspirateurs, il n'a pas opéré de changements parmi les cadres de l'armée, se bornant à arrêter ceux qui étaient directement impliqués, etc.

Le mouvement de masse, avec à sa tête la classe ouvrière, a atteint un extraordinaire niveau de conscience et d'organisation : il occupa des centaines d'usines, il s'organisa en *cordones industriales* (semblables à des conseils ouvriers) et, en quelques endroits, en *comandos comunales* où s'organisaient ouvriers, pobladores, étudiants et paysans), parvenant même à développer massivement des formes organiques et matérielles d'autodéfense.

La classe dominante a utilisé une double tactique. D'un côté elle a développé avec force son offensive, (grève des camionneurs, attentats, accusations contre les ministres au Parlement, blocage de la Contraloria, déclarations du président du Sénat et de la Chambre des députés, etc.) et d'un autre côté, elle a laissé faire un secteur du parti démocrate-chrétien qui ouvrait le dialogue avec le gouvernement en exigeant d'abord des concessions, ensuite le consensus, puis la capitulation et finalement la démission.

Avec l'illusion de ce dialogue, le gouvernement commença la capitulation et scella ainsi son sort en ces semaines : il constitua le cabinet du dialogue, puis le cabinet civico-militaire et frappa les travailleurs, il rendit des dizaines d'usines conquises par les travailleurs. Il combattit le pouvoir populaire (*comandos* et *cordones*), réalisa des opérations répressives ponctuelles pour faire évacuer des usines prises, réprima dans les rues les ouvriers de certains *cordones* et des *pobladores*, combattit furieusement la gauche révolutionnaire en l'accusant d'être subversive, il permit et finalement donna sa caution à des dizaines de perquisitions militaires dans des usines à la recherche d'armes, dans quelques-unes desquelles on tortura sauvagement des ouvriers et des paysans (Nentehue, Sumar, etc.), il poursuivit pénalmente les marins de la flotte qui préparaient des mesures d'auto-défense en cas de coup militaire, en donnant ainsi sa caution aux tortures brutales auxquelles ils furent soumis par les officiers de la Marine et en permettant ainsi la poursuite pénale et la persécution par la justice militaire de la Marine des secrétaires généraux du PS, **DOMIR** du MAPU.

Avec tout cela, le gouvernement renforçait l'offensive de la classe dominante, de même que les officiers supérieurs réactionnaires ; il frustra, déconcerta et désarticula les secteurs de base de l'armée anti-putschistes et divisa la gauche en ouvrant ainsi le chemin au putschisme.

Voilà la responsabilité de la politique réformiste et c'est cela que certains tentent de cacher et d'obscurcir. Nombre de leurs représentants et militants ont par la suite combattu héroïquement le gorillisme, d'autres se sont exilés et d'autres aujourd'hui restent au Chili, affrontant la répression.

En ce qui nous concerne, pendant les trois dernières années, nous avons alerté les travailleurs et la Gauche sur la catastrophe à laquelle les entraînait la politique réformiste et nous avons fait, parmi les masses, en tant que parti, tout ce que nous avons pu pour l'éviter.

Les masses n'étaient pas « gauchistes » quand elles multiplièrent leurs mobilisations pour défendre leurs intérêts. Après avoir mené l'UP au gouvernement, elles accélérèrent leur marche par le seul chemin que l'histoire leur offrait. Ce ne furent pas elles qui empêchèrent l'alliance entre l'UP et le parti DC, mais les lois de la lutte des classes. La classe ouvrière et le peuple ne peuvent se constituer en force sociale (comme ils l'ont été pour mener l'UP au gouvernement) que dans la mesure où, en tant que classe, ils réalisent leurs intérêts. Cela objectivement, au Chili, pays capitaliste, ne pouvait, ne peut et ne pourra s'atteindre qu'en attaquant sans concessions les intérêts de la classe dominante dont la fraction représentée politiquement par le parti démocrate-chrétien l'a aussi bien compris que les autres, en assumant dès le début la défense du système capitaliste, la lutte contre l'avance des travailleurs, dans le but de renverser ce que ceux ci avaient engendré ; le gouvernement de l'Unité Populaire.

Les masses ne se sont pas trompées en agissant ainsi, de même que l'histoire ne se « trompe » pas. Et le parti DC, parti bourgeois, n'a pas non plus été éloigné par les « gauchistes ». Ce qui a mené le Chili à la catastrophe gorille que nous vivons aujourd'hui, ce fut la politique réformiste qui a frappé systématiquement, frustré et finalement démoralisé et désarticulé la force sociale qui l'avait menée au gouvernement et qui était sa source fondamentale de force : la classe ouvrière et le peuple.

En ce qui nous concerne, nous n'avons pas été non plus ni « impatientes », ni « gauchistes ». Nous avons donné une direction - dans la mesure de nos forces - à la marche historique des travailleurs contre la classe dominante et la classe capitaliste, dans les usines, fundos, campamentos, lycées et universités et dans les régiments. Mais nous n'avons pas été capables d'enlever la direction du mouvement de masse au réformisme. C'est là que fut notre faiblesse et notre faute, et pas ailleurs.

Nous restons au Chili pour réorganiser le mouvement de masse, en cherchant l'unité avec toute la gauche et tous les secteurs disposés à combattre la dictature gorille, en préparant la guerre révolutionnaire par laquelle sera renversée la dictature et conquis le pouvoir par les travailleurs avec l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans.

Mais en fin de compte, il ne s'agit pas là de la polémique centrale aujourd'hui au Chili. Nous nous efforçons d'atteindre l'unité de toute la



gauche. Ce qui s'est passé, cependant, doit être une leçon pour tous les peuples du monde. On trouve peu d'exemples dans l'histoire où le désastre provoqué par la politique réformiste a été aussi évident. En même temps, les attaques que certains personnages et partis enropéens font contre nous nous obligent à répondre, afin que la vérité s'impose contre la défiguration des faits.

Nous répondons à leurs accusations et nous éclaircissons la nature des faits, puisqu'en déformant ce qui a lieu, ils nient aux peuples la possibilité de tirer les leçons que l'expérience chilienne fournit, pour leur éviter les erreurs commises au Chili. Ils sèment le désarroi et la démoralisation parmi les peuples quand ils ne précisent pas qu'au Chili il ne s'agit pas de la défaite du socialisme, ni de celle de la politique révolutionnaire, mais d'une faible et illusoire tentative réformiste. Il est nécessaire que le réformisme assume sa responsabilité devant l'histoire et qu'il ne cherche pas des têtes de turc parmi les révolutionnaires.

En même temps, puisque l'expérience et les conditions existantes aujourd'hui au Chili l'exigent, nous sommes partisans, et nous le prouvons, d'une unité de toutes les forces de gauche et de tous les secteurs disposés à lutter contre la dictature, dans un front politique de la résistance. Nous sommes déjà en contact avec toutes les forces de gauche ici au Chili. Le pas en avant que constitue la publication d'un appel conjoint de toute la gauche à l'extérieur est un important progrès dans le développement de l'unité de toutes les forces de gauche et elle a été d'une grande utilité ici aussi au Chili.

Quelle est la position du MIR en ce qui concerne l'alliance tactique avec tous les « démocrates », appelée « front ample », qui ne visera qu'au rétablissement de la forme parlementaire de la dictature bourgeoise ?

Nous impulsions l'unité de toutes les forces disposées à participer dans la pratique à la lutte contre la dictature, dans le front de la résistance que nous avons mentionné précédemment, dans lequel nous entendons que s'incluent toutes les organisations de gauche, celles de l'ex-UP et nous-mêmes, ainsi qu'un secteur du parti DC, le secteur appelé « progressiste » ou petit-bourgeois démocratique, celui qui avant le coup d'état militaire s'est prononcé ouvertement contre lui et qui, immédiatement après celui-ci, a fait de même.

La base fondamentale de la lutte contre la dictature gorille sera la classe ouvrière et le peuple, issus de l'expérience récente, d'une tragique expérience avec la dictature bourgeoise sous la forme d'une démocratie représentative, et c'est bien difficilement que les masses se contenteront d'elle une fois de plus.

Un autre secteur du parti DC, appelé démocratique par certains, le secteur dirigé par Frei, a appuyé inconditionnellement les agressions de la classe dominante contre les travailleurs et le gouvernement. Il incita et prépara les conditions pour le coup d'Etat militaire (déclarations de Frei exigeant des perquisitions dans les usines à la recherche d'armes, la

déclaration du Congrès sur l'illégitimité et l'illégalité du gouvernement, etc.). Ce secteur a reconnu et applaudi le putsch immédiatement, ainsi que postérieurement et participe aujourd'hui à la dictature en apportant ses techniciens ainsi qu'un ministre et des sous-secrétaires. Et si, au moyen de quelques groupes de pression, il réclame timidement une modération de la politique répressive de la Junte et de sa politique économique, il le fait en agitant ses drapeaux dans le seul but d'accumuler des forces dans sa lutte avec la fraction bourgeoise hégémonique pour participer de façon plus importante à la richesse et au pouvoir que l'Etat contrôle (entrées du cuivre, exemptions fiscales, crédits d'Etat, etc.).

En même temps, comme tous les mouvements populistes antérieurs, ce secteur de la DC essaie de gagner à lui les secteurs sociaux frappés par la politique de la Junte, en cherchant à y additionner en plus l'appui populaire du réformisme, pour ensuite, une fois atteints ses objectifs, les réprimer. Avec eux, la classe ouvrière et le peuple, les révolutionnaires ne peuvent pas faire des alliances qui décapiteraient leur programme et leurs méthodes de lutte. Ils doivent par contre profiter de toutes les brèches qu'ouvre la lutte inter-bourgeoise aujourd'hui tant accentuée.

De quelle façon le MIR envisage-t-il le rapprochement révolutionnaire à la base ?

La direction de la lutte contre la dictature gorille ne se gagne pas par décret ou par des déclarations, elle sera gagnée dans la lutte elle-même.

La lutte contre la dictature, c'est la lutte de la classe ouvrière et de tout le peuple contre un secteur des officiers des Forces Armées. A cause de cela et afin de fournir un terrain à tous les secteurs du peuple disposés à lutter contre la dictature, qu'ils soient militants de partis politiques ou non, nous impulsions, au niveau de la base, et déjà avec un certain succès, la constitution du mouvement de résistance populaire contre la dictature, sur la base de la formation de comités dans chaque usine, campamento, lycée, université, administration publique, etc.

Comment est-ce que vous conciliez tactiquement le rapprochement avec les secteurs démocratiques et le développement de la voie armée ?

Seuls feront partie de la résistance, évidemment, les secteurs disposés à impulser ou à appuyer dans la pratique la lutte sur tous les terrains contre la dictature et par conséquent il ne devrait pas y avoir de problèmes fondamentaux relatifs à la conciliation des tactiques. La réorganisation du mouvement de masse se développe progressivement depuis des mois. La forme fondamentale que devra avoir la lutte armée au Chili est celle qui évitera l'isolement de l'avant-garde des masses, celle qui incorporera progressivement la classe ouvrière et le peuple à des formes de lutte armée. A partir du mouvement de résistance populaire surgira l'armée révolutionnaire du peuple, unique force capable d'affronter l'armée gorille et de renverser la dictature.

Selon vous, quel devrait être l'effet de l'échec du processus chilien vers le socialisme sur les partis politiques réformistes ?

L'échec au Chili d'un processus réformiste semblerait devoir impliquer, au moins dans notre pays, la fin de l'hégémonie des illusions réformistes au sein de la classe ouvrière et du peuple. Mais le réformisme en tant que projet politique ne disparaît pas à cause d'une défaite. L'expérience déjà acquise par les travailleurs et les militants de gauche, celle qu'ils continueront d'acquérir dans la lutte elle-même, guidée par une tactique et une stratégie révolutionnaires. C'est cela qui balayera le réformisme de la direction du mouvement de masse.
de la direction du mouvement des masses.

Selon vous, est-ce que la gauche chilienne, et le MIR en particulier, se trouve isolée par rapport à l'extérieur ?

Je crois que du point de vue de l'isolement du reste du monde, c'est la dictature gorille qui l'est le plus ! La classe ouvrière, le peuple et la gauche chilienne ont reçu et recevront l'énorme appui des pays socialistes, de Cuba révolutionnaire, des secteurs révolutionnaires et progressistes du monde.

Les révolutionnaires du cône sud de l'Amérique Latine ont constitué une junte coordinatrice entre l'ERP d'Argentine, le MLN-Tupamaros d'Uruguay, l'ELN de Bolivie et le MIR du Chili, qui non seulement rend impossible tout isolement, mais signifie aussi un énorme pas en avant pour la lutte révolutionnaire du cône sud. Cependant, toute initiative qui tend à unifier et fortifier la lutte contre l'impérialisme et pour la révolution sera accueillie avec enthousiasme par les révolutionnaires chiliens.

AU SUJET DES MILITANTS DU MIR QUI S'EXILENT ET ABANDONNENT LE PAYS

1

Le Chili traverse une période contre-révolutionnaire. Ceux qui sont le plus durement touchés par la répression et la surexploitation sont les travailleurs. Pour eux, le caractère de la période s'exprime en misère, chômage, travail forcé, etc. Aucun militant révolutionnaire chilien, et en particulier les militants du MIR, n'a le droit de s'y tromper : notre devoir en tant que révolutionnaires est d'affronter, ensemble avec la classe ouvrière et le peuple, la répression et de conduire les travailleurs à la résistance et à la lutte contre la dictature gorille.

2

Des militants et des dirigeants de notre parti ont perdu la vie en affrontant les gorilles, nous avons des dizaines de morts parmi nos camarades, un peu plus d'une centaine de prisonniers et torturés. Nos camarades ont donné leur vie, ont résisté héroïquement à la torture, protégeant par leur héroïsme et leur sacrifice la continuité de la lutte. Etre militant du MIR n'a jamais été un hobby ou un passe-temps des périodes tranquilles, des périodes de libertés démocratiques ou de montée des masses. Etre militant du MIR a toujours été et sera toujours un engagement envers la classe ouvrière et le peuple de conquérir avec eux le pouvoir ou de donner notre vie dans cette lutte. C'est ainsi que l'ont compris nos camarades du Comité Central Fernando Kraussé et Ambrosio Badilla quand ils furent fusillés par la dictature et tous nos camarades assassinés et torturés aujourd'hui en prison comme José Gregorio Liendo, Bautista van Schowen, etc. lorsqu'ils résistent à la torture.

3

Que des dirigeants du réformisme et du centrisme s'exilent massivement, cela ne doit pas étonner nos militants. La désertion et l'exil massif sont la suite logique de l'échec de la politique réformiste. Chaque exilé, chaque déserteur de la lutte révolutionnaire est un coup porté au moral et à la combativité des travailleurs qui, objectivement et avec raison, se sentent abandonnés à leur propre sort. Chaque déserteur est un cadre de moins sur lequel compter pour la résistance. Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin de tous nos cadres.

4

Le travail extérieur du parti est déjà organisé. Il a été développé sur la base des militants étrangers et dont la permanence dans le pays était impossible (langue, accent, etc.). Nous leur avons autorisé l'exil. Aujourd'hui, ils constituent la plus grande partie de notre appareil extérieur, qui jusqu'ici a été d'un bon rendement. Dans de très rares situations seulement, il a été et sera donné autorisation de sortir du pays à quelques cadres, toujours et uniquement en fonction des nécessités de notre travail extérieur. En aucun cas il ne peut être pris à ce sujet de décisions individuelles.

5

Aussi avons-nous appliqué implacablement -et nous continuerons d'appliquer- les mesures que notre Commission Politique a décidées face à ce problème :

- a) Tout exilé ou personne qui abandonne le pays sans autorisation de la CP (unique organe qualifié) sera exclus comme déserteur et lâche .
- b) La liste de ces déserteurs a été et continuera d'être envoyée à tous les militants, à toutes les organisations révolutionnaires d'Amérique Latine et du monde, au PC cubain et aux autres organisations de gauche du Chili ;
- c) Jusqu'ici les seuls autorisés à partir ont été les militants étrangers, avec avis préalable de la CP, qui les affecte à tel ou tel pays pour y accomplir les tâches du travail extérieur du parti.

6

Ceux qui se sont exilés sans autorisation ou ont abandonné le pays, déserteurs et lâches, pourront constituer à l'extérieur des « groupes d'appui à la résistance du MIR » sans aucun droit, soumis aux ordres de nos envoyés à l'extérieur, dans l'attente de leur possible retour au Chili, où ils pourront récupérer leur dignité et leurs droits de militants (ce qu'a déjà accepté un groupe d'exclus).

7

Ces normes imposées par nous sont un des facteurs qui déterminent aujourd'hui l'excellente image que les masses ont de nous, le respect que nous imposons en tant qu'organisation à l'extérieur et le fait que nous soyons au Chili l'organisation de gauche dans laquelle la désertion a été exceptionnelle. Cela nous permet de compter avec la possibilité historique et les moyens nécessaires organiques de continuer la lutte.

Commission Politique du MIR

Primum simple 2150, double 41
Abonnement
France, un an : 25 F
Etranger, un an : 35 F
Soudan : 2 par an 100 F
Commandes, abonnements et correspondance : Editions Gilex
Taux : 4 pour les Odes Paris 20 F
Jour de la semaine à toute commande

Le numéro simple : 2F50 ; double : 4F

Abonnements :

France, un an : 25 F

Etranger, un an : 35 F

Soutien : à partir de 100 F

Commandes, abonnements et correspondance : Editions Gilles
Tautin, 4, passage Dieu, Paris 20^e

Joindre le règlement à toute commande.

Editions - Imprimerie

Gilles Tautin

4, passage Dieu

75020 PARIS

Dépôt légal :

2e trimestre 1974

Imprimé en France

Directrice de Publication :

Elena Labrousse

Prière d'adresser la correspondance

aux Editions Gilles Tautin

qui transmettront

Pour toute commande, joindre un chèque
bancaire ou postal du montant correspondant
à l'ordre des Editions Gilles Tautin



4F